

RAPPORT
DU COMITÉ PRÉPARATOIRE
DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LE DÉVELOPPEMENT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 46 (A/45/46)



NATIONS UNIES

14p.

RAPPORT
DU COMITÉ PRÉPARATOIRE
DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LE DÉVELOPPEMENT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 46 (A/45/46)



NATIONS UNIES

New York, 1991

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLES DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. PRESENTATION PAR LE PRESIDENT DU COMITE PREPARATOIRE ..	1 - 2	1
II. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DE L'ASSEMBLEE GENERALE OU PORTEES A SON ATTENTION	3	1
III. ORGANISATION DE LA SESSION	4 - 28	2
A. Ouverture de la session	5 - 8	2
B. Participants	9 - 17	2
C. Bureau	18 - 20	4
D. Ordre du jour et organisation des travaux	21 - 25	4
E. Documentation	26 - 28	7
IV. PREPARATIFS DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, SUR LA BASE DE LA RESOLUTION 44/228 DE L'ASSEMBLEE GENERALE ET COMPTE TENU DES AUTRES RESOLUTIONS PERTINENTES DE L'ASSEMBLEE GENERALE	29 - 81	8
A. Préparatifs au niveau international	29 - 44	8
B. Préparatifs au niveau national	45 - 47	10
C. Préparatifs au niveau régional	48 - 51	11
D. Dispositions à prendre pour que les organisations non gouvernementales intéressées contribuent utilement au processus préparatoire	52 - 57	11
E. Opérations du fonds de contributions volontaires pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	58 - 59	12
F. Rapports des groupes de travail	60 - 65	12
G. Questions diverses examinées au titre du point 2 de l'ordre du jour	66 - 81	13
V. DISPOSITIONS RELATIVES AUX SESSIONS FUTURES DU COMITE PREPARATOIRE	82 - 83	16
VI. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION DU COMITE PREPARATOIRE	84	16

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
VII. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITE PREPARATOIRE SUR LES TRAVAUX DE SA PREMIERE SESSION	85	16
ANNEXES		
I. Décisions adoptées par le Comité préparatoire à sa première session		17
II. Rapport du Groupe de travail I		46
III. Rapport du Groupe de travail II		53
IV. Documents dont était saisi le Comité préparatoire à sa première session		60

I. PRESENTATION PAR LE PRESIDENT DU COMITE PREPARATOIRE

1. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a tenu sa première session de fond à Nairobi du 6 au 31 août 1990. Le Comité a adopté toutes ses décisions par consensus. Ces décisions portent notamment sur les transferts de technologie et de ressources financières, les préparatifs de la Conférence au plan régional, les opérations du Fonds de contributions volontaires destinées à aider les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, à participer au processus préparatoire, ainsi que le rôle des organisations non gouvernementales dans ce processus. Les groupes de travail I et II se sont mis sérieusement à l'ouvrage et ont réalisé beaucoup de progrès durant la première session de fond, comme l'attestent les décisions prises par le Comité préparatoire sur les travaux des deux groupes de travail.

2. Le Comité préparatoire peut maintenant envisager la tenue de sa deuxième session de fond à Genève avec optimisme. On attend beaucoup de cette session mais, étant donné l'esprit de coopération et la bonne volonté qu'ont manifestés tous les groupes à la première session de fond, et avec l'appui du Secrétaire général de la Conférence et de son secrétariat, le Comité préparatoire devrait être en mesure de s'acquitter des tâches considérables auxquelles il est confronté.

II. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DE L'ASSEMBLEE GENERALE OU PORTEES A SON ATTENTION

3. Les décisions ci-après du Comité préparatoire appellent une décision de l'Assemblée générale ou sont portées à son attention :

a) Rôle des organisations non gouvernementales dans le processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

b) Opérations du Fonds de contributions volontaires pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

c) Dates de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

d) Représentation à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

e) Dates des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

On trouvera le texte des décisions adoptées par le Comité préparatoire à l'annexe I du présent rapport.

III. ORGANISATION DE LA SESSION

4. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a tenu sa première session à Nairobi du 6 au 31 août 1990 (15e à 27e séance). Deux groupes de travail, créés par le Comité préparatoire à sa session d'organisation I/, chap. V), se sont réunis pendant la session du Comité préparatoire. Leurs rapports sont reproduits aux annexes II et III. Au cours de la session, le Comité préparatoire a aussi tenu des consultations officielles sur des questions intersectorielles.

A. Ouverture de la session

5. La session a été ouverte par le Président du Comité, qui a fait une déclaration liminaire.

6. Le Président du Kenya, S. E. M. Daniel Arap Moi, a prononcé une allocution devant le Comité.

7. Le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a fait une déclaration liminaire (voir A/CONF.151/PC/5/Add.1).

8. Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement a fait une déclaration.

B. Participants

9. Les Etats ci-après étaient représentés : Algérie, Allemagne, République fédérale d' , Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Malaisie, Malawi, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Myanmar, Nauru, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique allemande, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

10. Les services ci-après du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies étaient représentés : Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, Département des affaires économiques et sociales internationales, Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, Centre pour la science et la technique au service du développement, Centre des Nations Unies pour les établissements humains, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et Programme des Nations Unies pour l'environnement.

11. Les organismes des Nations Unies ci-après étaient représentés : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme des Nations Unies pour le développement, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Fonds des Nations Unies pour la population, Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne et Programme alimentaire mondial.

12. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et sa Commission océanographique intergouvernementale, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation météorologique mondiale, Organisation maritime internationale, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Fonds international de développement agricole.

13. L'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce étaient également représentés.

14. Les autres organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées : Comité juridique consultatif africano-asiatique, Commission des communautés européennes, Secrétariat du Commonwealth, Organisation internationale des bois tropicaux, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation de l'unité africaine, Organisation des Etats américains et Organisation mondiale du tourisme.

15. La Palestine était représentée.

16. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après étaient représentées : Catégorie I : Chambre de commerce internationale, Confédération internationale des syndicats libres, Conseil international des agences bénévoles, Fédération internationale des femmes des carrières libérales et commerciales, Organisation internationale des unions de consommateurs, Union internationale des villes et pouvoirs locaux, Association soroptimiste internationale, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies; Catégorie II : Communauté internationale bahaïe, Centre international de liaison pour l'environnement, Comité consultatif mondial de la Société des amis, Greenpeace International, Conseil international du droit de l'environnement, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, Association mondiale des guides et des éclaireuses, Société mondiale pour la protection des animaux; Liste : Amis de la Terre International, Conseil international de l'habitat, Population Communications - International.

17. Les autres organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées : Comité consultatif sur la pollution des mers, Africa 2000 Network, African Women's Communications and Development Task Force, Institut asiatique pour le développement rural, Groupement océanien des instituts à vocation environnementale, Centre for Our Common Future, Centro Ecumenico de Documentação e Informação (Brésil), Development Solutions (Kenya), Eastern and Southern African Management Institute, Europe Conservation, Bureau européen pour l'environnement, Forum of African Voluntary Development Organizations, Greenhouse Action, Institut de préhistoire, d'anthropologie et d'écologie (Brésil), Kenya Girl Guides Association, Nature Conservation Society for Africa, Pro-Rio '92 (Brésil), Pro-Scientia (Colombie), União de Defensores da Terra, Université d'Ibadan (Nigéria), Women's Foreign Policy Council et Fonds mondial pour la nature.

C. Bureau

18. A sa session d'organisation, le Comité préparatoire avait élu le Président, 39 Vice-Présidents (11 parmi les Etats d'Afrique, 9 parmi les Etats d'Asie, 4 parmi les Etats d'Europe orientale, 8 parmi les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes et 7 parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats) et le Rapporteur. Il avait en outre décidé que le Brésil serait Vice-Président *ès qualités*. En conséquence, la composition du Bureau pour la première session était la suivante :

Président : Tommy Koh (Singapour)

Vice-Présidents : Allemagne (République fédérale d') 2/, Argentine, Australie, Bangladesh, Barbade, Brésil (*ès qualités*), Chine, Colombie, Costa Rica, Djibouti, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Tchécoslovaquie, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre et Zambie.

Rapporteur : Ahmed Djoghlaïf (Algérie)

19. A sa 18e séance, le 8 août, le Comité préparatoire a élu par acclamation Bo Kjellén (Suède) Président du Groupe de travail I et Bukar Shaib (Nigéria) Président du Groupe de travail II.

20. Sur proposition du Président du Comité préparatoire conformément à ce qui avait été convenu lors de consultations officielles, le Comité préparatoire a décidé que les Présidents des Groupes de travail I et II seraient, de droit, membres du Bureau du Comité préparatoire.

D. Ordre du jour et organisation des travaux

21. A sa 16e séance, le 7 août, le Comité préparatoire a examiné l'ordre du jour provisoire et les programmes de travail du Comité préparatoire et de ses groupes de travail (A/CONF.151/PC/4) ainsi que les recommandations du Bureau à ce sujet (A/CONF.151/PC/L.6).

22. Sur la recommandation du Bureau, le Comité préparatoire a adopté l'ordre du jour provisoire de sa première session publié sous la cote A/CONF.151/PC/4 en ajoutant au point 2 un nouvel alinéa c) intitulé "Recommandations présentées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session extraordinaire". L'ordre du jour adopté était donc le suivant :

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, sur la base de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale et compte tenu des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée ;

- a) Activités du secrétariat de la Conférence : rapport du Secrétaire général de la Conférence;
 - b) Aperçu général des activités des organismes des Nations Unies;
 - c) Recommandations présentées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session extraordinaire;
 - d) Mesures récemment prises par des organes intergouvernementaux ou autres qui intéressent le processus préparatoire;
 - e) Préparatifs au niveau national : directives pour l'établissement des rapports des pays;
 - f) Préparatifs au niveau régional;
 - g) Dispositions à prendre pour que les organisations non gouvernementales intéressées contribuent utilement au processus préparatoire;
 - h) Opérations du Fonds de contributions volontaires;
 - i) Rapports des groupes de travail.
- 3. Dispositions relatives aux sessions futures du Comité préparatoire.
 - 4. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Comité préparatoire.
 - 5. Adoption du rapport du Comité préparatoire.

23. Le Comité préparatoire a également approuvé, sur la recommandation du Bureau, l'ordre du jour provisoire du Groupe de travail I, étant entendu que cet ordre du jour était conforme à la résolution adoptée par le Comité préparatoire à sa session d'organisation, en particulier aux paragraphes 8 et 9 1/. L'ordre du jour du Groupe de travail I, tel qu'il a été adopté, était le suivant :

- 1. Protection de l'atmosphère :
 - a) Changements climatiques;
 - b) Appauvrissement de la couche d'ozone;
 - c) Pollution atmosphère transfrontière.
- 2. Protection des sols :
 - a) Déboisement;
 - b) Pertes en terres;
 - c) Désertification et sécheresse.

3. Conservation de la diversité biologique.
4. Gestion écologiquement rationnelle des biotechniques.
5. Adoption du rapport du Groupe de travail.
6. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail.

24. Sur la recommandation du Bureau, le Comité préparatoire a modifié l'ordre du jour provisoire du Groupe de travail II en ajoutant le membre de phrase ci-après : "et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi-fermées - et des zones côtières et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques". Il a approuvé l'ordre du jour provisoire révisé, étant entendu qu'il était conforme à la résolution adoptée par le Comité préparatoire à sa session d'organisation, en particulier aux paragraphes 8 et 9 1/. L'ordre du jour du Groupe de travail II, tel qu'il a été adopté, était le suivant :

1. Protection des océans et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi-fermées - et des zones côtières et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques :
 - a) Aspects mondiaux de la pollution marine;
 - b) Mers régionales et zones côtières;
 - c) Utilisation et mise en valeur rationnelle des ressources biologiques marines.
2. Protection des ressources en eau douce :
 - a) Approvisionnement;
 - b) Qualité.
3. Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux.
4. Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques.
5. Prévention du trafic international illégal des produits et des déchets toxiques et dangereux.
6. Adoption du rapport du Groupe de travail.
7. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail.

25. Conformément à la recommandation du Bureau, le Comité préparatoire a en outre approuvé à titre provisoire les programmes de travail proposés pour le Comité préparatoire et les groupes de travail, étant entendu que le Bureau suivrait l'exécution de ces programmes à mesure que la session se déroulerait et proposerait les modifications nécessaires et que les groupes de travail devraient peut-être adapter leur programme selon que de besoin.

E. Documentation

26. A sa 15e séance, le 6 août, le Comité préparatoire a décidé que le texte de la déclaration liminaire faite par le Secrétaire général de la Conférence devrait être publié comme document du Comité préparatoire. Cette déclaration a été publiée sous la cote A/CONF.151/PC/5/Add.1.

27. A sa 16e séance, le 7 août, le Comité préparatoire, agissant sur la recommandation du Bureau, a prié le Secrétaire général de la Conférence de fournir un complément d'information sur les mers fermées et semi-fermées dans un additif à son rapport. Les informations demandées ont été publiées sous la cote A/CONF.151/PC/5/Add.2.

28. La liste des documents dont le Comité préparatoire était saisi à sa première session figure à l'annexe IV du présent rapport.

IV. PREPARATIFS DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR
L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, SUR LA BASE
DE LA RESOLUTION 44/228 DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ET COMPTE TENU DES AUTRES RESOLUTIONS PERTINENTES
DE L'ASSEMBLEE GENERALE

A. Préparatifs au niveau international

29. Le Comité préparatoire a examiné les questions ci-après de sa 15e à sa 20e séance et à ses 24e, 25e et 27e séances, les 6, 9, 29, 30 et 31 août :

a) Activités du secrétariat de la Conférence : (point 2 a) de l'ordre du jour);

b) Aperçu général des activités des organismes des Nations Unies (point 2 b) de l'ordre du jour);

c) Recommandations présentées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session extraordinaire (point 2 c) de l'ordre du jour);

d) Mesures récemment prises par des organes intergouvernementaux ou autres qui intéressent le processus préparatoire (point 2 d) de l'ordre du jour).

30. Le Comité préparatoire était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général de la Conférence (A/CONF.151/PC/5 et Add.1);

b) Note du Secrétariat contenant un aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/128 de l'Assemblée générale (A/CONF.151/PC/6);

c) Rapport du Secrétaire général de la Conférence - résumé des activités d'organisations intergouvernementales et internationales intéressant la résolution 44/228 de l'Assemblée générale (A/CONF.151/PC/7);

d) Note du Secrétariat - décisions intéressant le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session extraordinaire (A/CONF.151/PC/7). Le Comité préparatoire avait également à sa disposition le rapport du Secrétaire général sur la protection et la préservation du milieu marin (A/44/461 et Corr. 1).

31. A la 15e séance, le 6 août, les représentants de la Bolivie (au nom des Etats membres du Groupe des 77), de la Norvège, de la République fédérale d'Allemagne 2/, de la Suède et de l'Australie ont fait des déclarations.

32. A la 16e séance, le 7 août, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Chine, de l'Inde, du Chili, des Pays-Bas, du Japon et de l'Indonésie ont fait des déclarations. Le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le représentant de l'Organisation météorologique mondiale ont fait également des déclarations.

33. A la 17e séance, le 7 août, les représentants de l'Uruguay, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Arabie saoudite, de la Mauritanie, de Singapour, du Sénégal, de la Colombie, de l'Italie (au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne), du Kenya, de la Finlande et de la Tchécoslovaquie ont fait des déclarations. Les représentants du Département des affaires économiques et sociales internationales, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales ont fait également des déclarations.

34. A la 18e séance, le 8 août, les représentants du Guyana, du Zimbabwe, de la Yougoslavie, de Nauru, de la Malaisie, de la Barbade, de l'Islande, de l'Irlande, du Ghana, du Soudan et de l'Argentine ont fait des déclarations. Les représentants de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont fait également des déclarations.

35. A la 19e séance, le 8 août, les représentants de la Zambie, de la Nouvelle-Zélande, de la Tunisie, de la Jamaïque, de l'Algérie, des Philippines, de la Grèce, de la Suisse, de l'Autriche, du Nigéria, de l'Egypte, de la Pologne, de la Thaïlande et du Koweït ont fait des déclarations. Les représentants du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont fait également des déclarations. L'observateur du Comité juridique consultatif africano-asiatique a fait également une déclaration.

36. A la 20e séance, le 9 août, les représentants de la République-Unie de Tanzanie, de la Belgique, du Tchad, du Myanmar, du Venezuela et du Brésil ont fait des déclarations. Les représentants du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies et du Fonds des Nations Unies pour la population ont fait également des déclarations. Les observateurs de la Commissions des Communautés européennes et de l'Organisation mondiale du tourisme ont fait également des déclarations.

37. A la 25e séance, le 30 août, le représentant de l'Algérie a présenté au Comité préparatoire les résultats de la première réunion du Groupe d'experts de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables et leur impact sur l'environnement, tenue à New York du 18 au 20 août 1990.

38. A la 27e séance, le 31 août, le représentant de Greenpeace International, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, et l'observateur de l'Institut de préhistoire, d'anthropologie et d'écologie, une organisation non gouvernementale brésilienne, ont fait des déclarations.

Rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les activités du secrétariat de la Conférence

39. A sa 24e séance, le 29 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF/151/PC/L.9) intitulé "Rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les activités du secrétariat de la Conférence", qui avait été soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses (voir annexe I, décision 1/6).

Aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale

40. A la 25e séance, le 30 août, le Président a présenté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.18) intitulé "Aperçu général des activités du système de l'Organisation des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale", soumis comme suite à des consultations officieuses, et l'a révisé oralement en ajoutant, à la fin de la décision, les mots "et les invite à contribuer pleinement aux préparatifs de la Conférence".

41. Le représentant du Bangladesh a proposé de supprimer le mot "pleinement".

42. A la même séance, le Comité préparatoire a adopté le projet de décision tel qu'il avait été révisé oralement comme il est dit aux paragraphes 40 et 41 ci-dessus (voir annexe I, décision 1/10).

43. Après que la décision eut été adoptée, le représentant de l'Argentine a fait une déclaration.

44. Les représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ont fait des déclarations.

B. Préparatifs au niveau national

45. Le Comité préparatoire a examiné la question des préparatifs au niveau national et des directives pour l'établissement des rapports (point 2 e) de l'ordre du jour) à ses 23e et 27e séances, les 29 et 31 août. Il était saisi du rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les directives proposées pour l'établissement des rapports des pays (A/CONF.151/PC/8).

46. Le Comité préparatoire a entendu une déclaration liminaire du Secrétaire général de la Conférence. Les représentants de Nauru, de la Suède, de la Malaisie, de la Bolivie (au nom des Etats membres du Groupe des 77), du Mexique, de la Barbade, de la Tunisie, des Philippines, de la Mauritanie, de la Jamaïque, de l'Inde, de l'Argentine, du Myanmar, de la France, du Canada (également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande), du Chili, des Pays-Bas, de la Finlande, de la Chine, du Ghana, de la Norvège, du Cameroun, de la Colombie, du Maroc, du Japon et du Bangladesh ont fait des déclarations. Les représentants de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le développement ont fait également des déclarations. L'observatrice de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, a fait également une déclaration.

47. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire était saisi de révisions au rapport du Secrétaire général (A/CONF.151/PC/8/Add.1). Sur proposition du Président, le Comité préparatoire a recommandé les directives révisées proposées par le Secrétaire général de la Conférence en tant que cadre général que les Etats pourraient adopter pour élaborer leurs rapports nationaux (voir annexe I, décision 1/24).

C. Préparatifs au niveau régional

48. Le Comité préparatoire a examiné la question des préparatifs au niveau régional (point 2 f) de l'ordre du jour) à sa 23e séance, le 29 août. Il était saisi du rapport de la Commission économique pour l'Europe sur la Conférence de Bergen (A/CONF.151/PC/10) et du rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les préparatifs au niveau régional (A/CONF.151/PC/12).

49. Le Secrétaire général de la Conférence a fait une déclaration liminaire.

50. Sur proposition de son président, le Comité préparatoire a décidé de prendre note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les préparatifs au niveau régional et a prié le Secrétaire général de la Conférence de transmettre aux secrétaires exécutifs des commissions régionales, pour qu'ils les examinent, les propositions pertinentes contenues dans ce rapport et concernant l'organisation des réunions régionales (voir annexe I, décision 1/2).

51. Après l'adoption de la décision, les représentants de la Norvège et de la Chine ont fait des déclarations.

D. Dispositions à prendre pour que les organisations non gouvernementales intéressées contribuent utilement au processus préparatoire

52. Le Comité préparatoire a examiné la question des dispositions à prendre pour que les organisations non gouvernementales intéressées contribuent utilement au processus préparatoire (point 2 g) de l'ordre du jour) à ses 21e et 22e séances, les 9 et 14 août. Il était saisi du rapport du Secrétaire général de la Conférence relatif aux dispositions proposées pour faire participer les organisations non gouvernementales au processus préparatoire (A/CONF.151/PC/9).

53. A la 21e séance, le 9 août, le Secrétaire général de la Conférence a fait une déclaration liminaire. Les représentants de la Bolivie (au nom des Etats membres du Groupe des 77), de la Norvège, de la Chine, de la France, du Canada, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont également fait des déclarations.

54. A la même séance, le Président a proposé un projet de décision sur le rôle des organisations non gouvernementales dans le processus préparatoire.

55. Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, du Japon, de la France, du Guyana, de la Bolivie (au nom des Etats membres du Groupe des 77), de la Norvège, de la Finlande, de la Tunisie, des Pays-Bas, de la Chine, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du Canada, de la Jamaïque, de l'Inde, de la Mauritanie et du Mexique ont fait des déclarations concernant la proposition du Président.

56. A sa 22e séance, le 14 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.8) intitulé "Rôle des organisations non gouvernementales dans le processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement", soumis par le Président sur la base de consultations officielles (voir annexe I, décision 1/1).

57. Après l'adoption de la décision, le représentant de la Tunisie a fait une déclaration.

E. Opérations du fonds de contributions volontaires pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

58. A sa 23e séance, le 29 août, le Comité préparatoire a examiné la question relative aux opérations du fonds de contributions volontaires (alinéa n) du point 2 de l'ordre du jour). Le Secrétaire général de la Conférence a fait un rapport oral.

59. Sur la proposition du Président, le Comité préparatoire a décidé de recommander à l'Assemblée générale que les frais de voyage des représentants des pays les moins avancés uniquement soient pris en charge et qu'une indemnité journalière de subsistance leur soit versée à titre exceptionnel, par prélèvement sur le fonds de contributions volontaires (voir annexe I, décision 1/3).

F. Rapports des groupes de travail

1. Rapport du Groupe de travail I

60. A sa 26e séance, le 30 août, le Comité préparatoire a examiné le rapport du Groupe de travail I [document A/CONF.151/PC/WG.I/L.6, tel que révisé oralement (voir annexe II)], ainsi que les recommandations du Groupe de travail (documents A/CONF.151/PC/WG.I/L.1/Rev.1, L.2/Rev.1, L.3/Rev.1, L.4/Rev.2, tel que révisé oralement, L.5/Rev.1, tel que révisé oralement, L.7/Rev.1, L.8/Rev.1, L.10, tel que révisé oralement, et L.11).

61. A la même séance, le Comité a adopté les projets de décision recommandés par le Groupe de travail I (voir annexe I, décisions 1/11 à 1/19).

62. Avant que les décisions ne soient adoptées, le représentant de l'Italie, au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne, a fait une déclaration au sujet des incidences financières des décisions. Après l'adoption de la décision 1/11, le représentant de la Colombie a fait une déclaration. Après l'adoption de toutes les décisions, les représentants de la Malaisie et de l'Australie ont fait des déclarations.

2. Rapport du Groupe de travail II

63. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a examiné le rapport du Groupe de travail II (document A/CONF.151/PC/WG.II/L.4, tel que révisé oralement; voir annexe III), ainsi que les recommandations du Groupe de travail (documents A/CONF.151/PC/WG.II/L.1/Rev.3, tel que révisé oralement, L.2/Rev.3, L.3/Rev.2, tel que révisé oralement, et L.6).

64. A la même séance, le Comité préparatoire a adopté les projets de décision recommandés par le Groupe de travail II (voir annexe I, décisions 1/20 à 1/23).

65. Avant l'adoption des décisions, le représentant de l'Italie, au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne, a fait une déclaration au sujet des incidences financières des projets de décision.

G. Questions diverses examinées au titre du point 2
de l'ordre du jour

Dates de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

66. A sa 24e séance, le 29 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.11), intitulé "Dates de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement", qui avait été soumis par le Président comme suite à des consultations officielles.

Représentation à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

67. A sa 24e séance, le 29 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.15), intitulé "Représentation à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement", qui avait été soumis par le Président comme suite à des consultations officielles (voir annexe I, décision 1/5).

68. Avant que la décision ne soit adoptée, le représentant de l'Italie a fait une déclaration au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne.

Transfert de technologie

69. A sa 25e séance, le 30 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.16), intitulé "Transfert de technologie", qui avait été soumis par le Président comme suite à des consultations officielles (voir annexe I, décision 1/8).

70. Avant que la décision ne soit adoptée, le représentant de l'Italie a fait une déclaration au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne. Après que la décision eut été adoptée, les représentants de l'Argentine et de la Chine ont fait des déclarations.

71. A la 25e séance, le 30 août, le Président a présenté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.17), intitulé "Ressources financières", soumis comme suite à des consultations officielles, et il l'a révisé oralement en remplaçant les mots "sur la question des ressources financières" par les mots "sur la question des ressources financières nouvelles et additionnelles, en particulier pour les pays en développement".

72. A la même séance, le Comité préparatoire a adopté ce projet de décision tel qu'il avait été révisé oralement (voir annexe I, décision 1/9).

Groupe de travail chargé des questions juridiques et institutionnelles et de toutes les questions connexes

73. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.19), intitulé "Groupe de travail chargé des questions juridiques et institutionnelles de toutes les questions connexes", présenté par le Président comme suite à des consultations officielles (voir annexe I, décision 1/26).

Environnement et développement

74. A la 24e séance, le 29 août, le représentant de la Bolivie a, au nom des Etats membres du Groupe des 77, présenté un projet de résolution (A/CONF.151/PC/L.12), intitulé "Environnement et développement", qui était ainsi libellé :

"Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) Prie le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en collaboration avec les organismes, organisations et organes compétents des Nations Unies, de lui soumettre à sa deuxième session un rapport intérimaire mettant en évidence la relation étroite qui existe entre le développement et l'environnement, en tenant dûment compte des dispositions de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution S-18/3 du 1er mai 1990, ainsi que, notamment, des éléments suivants :

- i) Relation entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement;
- ii) Relation entre l'absence de croissance économique et la dégradation de l'environnement dans les pays en développement;
- iii) Relation entre les modes de croissance et de développement inadaptés et la dégradation de l'environnement et ses conséquences;
- iv) Relation entre la crise de la dette à laquelle font face les pays en développement, y compris le phénomène du transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés, et la dégradation de l'environnement;
- v) Relation entre l'environnement économique international défavorable, y compris la détérioration des termes de l'échange des pays en développement, et la dégradation de l'environnement;

b) Prie en outre le Secrétaire général de la Conférence de maintenir un juste équilibre, dans les documents et rapports qu'il pourra soumettre tout au long du processus préparatoire de la Conférence, entre les considérations d'ordre écologique et les préoccupations concernant le développement, tant dans les secteurs relatifs au développement que dans les domaines touchant l'environnement et de présenter les questions intersectorielles avec les autres éléments sous forme de tableau."

75. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.22), qui avait été soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses tenues sur le projet de décision publié sous la cote A/CONF.151/PC/L.12 (voir annexe I, décision 1/25).

Sources d'énergie nouvelles et renouvelables

76. A la 25e séance, le 30 août, le représentant de la Suède a présenté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.20), intitulé "Sources d'énergie nouvelles et renouvelables", qui était libellé comme suit :

"Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement invite le Comité pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables à étudier des mécanismes d'action appropriés englobant le financement et le transfert de technologie dans son domaine de compétence et à soumettre ses recommandations à titre de contribution au processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement."

77. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.23) soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses tenues sur le projet de décision publié sous la cote A/CONF.151/PC/L.20 (voir annexe I, décision 1/27).

Questions intersectorielles

78. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.24) intitulé "Questions intersectorielles" soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses (voir annexe I, décision 1/28).

Coopération dans le domaine du transfert des techniques et des ressources financières aux pays en développement

79. A la 25e séance, le 30 août, le représentant de la Bolivie a, au nom des Etats membres du Groupe des 77, présenté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.21) intitulé "Application des alinéas j) et m) du paragraphe 15 de la section I de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale", qui était ainsi libellé :

"Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement prie le Secrétaire général de la Conférence de lui soumettre à sa deuxième session un rapport intérimaire sur les études réalisées et les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions des alinéas j) et m) du paragraphe 15 de la section I de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale."

80. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.25) intitulé "Coopération dans le domaine du transfert des techniques et des ressources financières aux pays en développement" soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses tenues sur le projet de décision publié sous la cote A/CONF.151/PC/L.21 (voir annexe I, décision 1/29).

81. Avant que la décision ne soit adoptée, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Mauritanie, du Japon et de la Bolivie (au nom des Etats membres du Groupe des 77) ont fait des déclarations.

**V. DISPOSITIONS RELATIVES AUX SESSIONS FUTURES DU
COMITE PREPARATOIRE**

82. Le Comité préparatoire a examiné les dispositions à prendre en vue de ses prochaines sessions (point 3 de l'ordre du jour) à sa 24e séance, le 29 août.

83. A la même séance, le Comité a adopté un projet de décision (A/CONF.151/PC/L.10) intitulé "Dates des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire" qui avait été soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses (voir annexe I, décision 1/7).

**VI. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION
DU COMITE PREPARATOIRE**

84. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de sa deuxième session figurant dans la note du Secrétariat (A/CONF.151/PC/L.14) (voir annexe I, décision 1/30).

**VII. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITE PREPARATOIRE
SUR LES TRAVAUX DE SA PREMIERE SESSION**

85. A sa 27e séance, le 31 août, le Comité préparatoire a adopté son rapport sur les travaux de sa première session (A/CONF.151/PC/L.13 et Add.1) et a prié le Rapporteur d'y mettre la dernière main afin qu'il puisse être soumis à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 48 (A/44/48), chap. V.

2/ Du fait du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne, qui a pris effet le 3 octobre 1990, les deux Etats allemands se sont unis pour former un seul Etat souverain. A compter de la date de l'unification, la République fédérale d'Allemagne est désignée à l'ONU sous le nom d'"Allemagne".

ANNEXE I

Décisions adoptées par le Comité préparatoire à sa première session

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
1/1	Rôle des organisations non gouvernementales dans le processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	2 g)	14 août 1990	20
1/2	Préparatifs au niveau régional de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	2 f)	29 août 1990	21
1/3	Opérations du Fonds de contributions volontaires pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	2 h)	29 août 1990	21
1/4	Dates de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	2	29 août 1990	21
1/5	Représentation à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	2	29 août 1990	22
1/6	Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement sur les activités du secrétariat de la Conférence	2 a)	29 août 1990	22
1/7	Dates des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	3	29 août 1990	22
1/8	Transfert de technologie	2	30 août 1990	22
1/9	Ressources financières	2	30 août 1990	23
1/10	Aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale	2 b)	30 août 1990	23
1/11	Changements climatiques	2 i)	30 août 1990	24

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
1/12	Appauvrissement de la couche d'ozone	2 i)	30 août 1990	25
1/13	Pollution atmosphérique transfrontière	2 i)	30 août 1990	25
1/14	Combattre le déboisement	2 i)	30 août 1990	26
1/15	Pertes en terres, désertification et sécheresse	2 i)	30 août 1990	27
1/16	Conservation de la diversité biologique	2 i)	30 août 1990	29
1/17	Gestion écologiquement rationnelle des biotechniques	2 i)	30 août 1990	29
1/18	Education en matière d'environnement	2 i)	30 août 1990	30
1/19	Projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail I	2 i)	30 août 1990	30
1/20	Protection des océans et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi-fermées - et des zones côtières et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques	2 i)	31 août 1990	32
1/21	Protection des ressources en eau douce du point de vue de la qualité et de l'approvisionnement	2 i)	31 août 1990	35
1/22	Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux, gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques et prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux	2 i)	31 août 1990	37
1/23	Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail II	2 i)	31 août 1990	41
1/24	Directives pour l'établissement des rapports des pays	2 e)	31 août 1990	42
1/25	Environnement et développement	2	31 août 1990	42

<u>Numéro de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
1/26	Groupe de travail chargé des questions juridiques, institutionnelles et de toutes les questions connexes	2	31 août 1990	43
1/27	Sources d'énergie nouvelles et renouvelables	2	31 août 1990	43
1/28	Questions intersectorielles	2	31 août 1990	44
1/29	Coopération dans le domaine du transfert des techniques et des ressources financières aux pays en développement	2	31 août 1990	44
1/30	Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Comité préparatoire	4	31 août 1990	45

1/1. Rôle des organisations non gouvernementales
dans le processus préparatoire

1. A sa 22e séance, le 14 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a reconnu qu'il était dans son intérêt que les organisations non gouvernementales contribuent utilement au processus préparatoire.

2. Il y a eu accord sur une large participation des organisations non gouvernementales pertinentes.

3. Le Comité préparatoire devrait avoir pour règle d'encourager une représentation équitable des organisations non gouvernementales des pays développés, des pays en développement et de toutes les régions et d'assurer un juste équilibre entre les organisations non gouvernementales axées sur l'environnement et celles axées sur le développement. Le Comité devrait encourager la participation d'organisations scientifiques et autres.

4. Le Comité préparatoire a décidé qu'aux fins de la première session uniquement, les règles suivantes s'appliqueraient sans préjudice des décisions que l'Assemblée générale pourrait prendre à sa quarante-cinquième session :

a) Les organisations non gouvernementales n'ont aucun rôle de négociation dans le cadre des travaux du Comité préparatoire;

b) Les organisations non gouvernementales pertinentes peuvent, à leurs frais, présenter des communications écrites pendant le processus préparatoire par l'intermédiaire du Secrétariat dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies si elles le jugent bon. Ces communications écrites ne seront pas publiées sous forme de documents officiels sauf si cette publication est conforme au règlement intérieur de l'Organisation des Nations Unies;

c) Les organisations non gouvernementales pertinentes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social peuvent se voir accorder la possibilité de faire de brèves interventions lors des séances plénières du Comité préparatoire et aux séances des groupes de travail. Les autres organisations non gouvernementales pertinentes peuvent également demander à intervenir brièvement au cours de ces séances. Si les demandes formulées à cet effet sont trop nombreuses, le Comité préparatoire demandera aux organisations non gouvernementales de se constituer en groupes d'intérêt commun qui s'exprimeront, chacun, par le truchement d'un porte-parole. Toute intervention orale d'une organisation non gouvernementale sera, selon l'usage en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, laissée à l'appréciation du Président et devra recevoir l'assentiment du Comité préparatoire ou du Groupe de travail, selon le cas.

5. Le Comité a noté avec satisfaction l'initiative que le Secrétaire général de la Conférence avait prise pour chercher à obtenir des ressources extrabudgétaires, en sus du Fonds de contributions volontaires créé en application de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, afin de pouvoir bénéficier plus aisément dans le cadre du processus préparatoire de concours particulièrement précieux qu'il ne serait pas possible d'obtenir sans cela, grâce notamment à la participation active d'institutions et d'experts de pays en développement à divers aspects de ce processus. Dans ce contexte, le Secrétaire général a été prié d'utiliser ces

ressources, notamment pour permettre aux représentants d'organisations non gouvernementales pertinentes des pays en développement, en particulier des moins avancés, de participer au processus préparatoire et à la Conférence de 1992, soit de manière indépendante, soit en tant que membres des délégations officielles si leur pays en décide ainsi.

6. Avec le concours des présidents des groupes régionaux, des autres groupes de coordination et du Secrétariat, le Président proposerait d'instaurer une procédure visant à déterminer si les organisations non gouvernementales sont compétentes dans les domaines dont s'occupe le Comité préparatoire et si leurs activités ont un rapport avec ses travaux.

7. Le Comité préparatoire a recommandé à l'Assemblée générale d'étudier, à sa quarante-cinquième session, la question de la participation des organisations non gouvernementales au processus préparatoire de la Conférence en tenant compte de la décision qu'il a adoptée à sa première session de fond.

8. Le Comité préparatoire a approuvé les propositions présentées par le Secrétaire général de la Conférence dans son rapport (A/CONF.151/PC/9) sous réserve de la décision ci-dessus.

1/2. Préparatifs au niveau régional de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

A sa 23e séance, le 29 août 1990, le Comité préparatoire a pris note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les préparatifs au niveau régional (A/CONF.151/PC/12) et a prié le Secrétaire général de la Conférence de transmettre aux secrétaires exécutifs des commissions régionales, pour qu'ils les examinent, les propositions pertinentes contenues dans ce rapport et concernant l'organisation des réunions régionales.

1/3. Opérations du Fonds de contributions volontaires pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

A sa 23e séance, le 29 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a décidé de recommander à l'Assemblée générale que les frais de voyage des représentants des pays les moins avancés uniquement soient pris en charge et qu'une indemnité journalière de subsistance leur soit versée à titre exceptionnel, par prélèvement sur le fonds de contributions volontaires.

1/4. Dates de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

A sa 24e séance, le 29 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, rappelant les paragraphes 1 et 2 de la section I de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989, a recommandé à l'Assemblée générale que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement se tienne du 1er au 12 juin 1992.

**1/5. Représentation à la Conférence des Nations Unies
sur l'environnement et le développement**

A sa 24e séance, le 29 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement s'est félicité des préparatifs entrepris par le Gouvernement brésilien en vue de la Conférence de 1992 et de son intention d'inviter les chefs d'Etat ou de gouvernement au Brésil à cette occasion. A cet égard, et compte tenu de l'importance et de la portée des décisions que la Conférence devrait prendre, le Comité préparatoire a recommandé à l'Assemblée générale de décider, à sa quarante-cinquième session, que les Etats devraient être représentés à la Conférence au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement.

**1/6. Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur
les activités du secrétariat de la la Conférence sur l'environnement
et le développement**

A sa 24e séance, le 29 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a remercié le Secrétaire général de la Conférence de son rapport a/ et de sa déclaration liminaire b/ et pris note de la proposition qu'il avait faite au paragraphe 32 du texte de cette déclaration au sujet de la Conférence. Le Comité a prié le Secrétaire général de la Conférence d'établir un rapport plus détaillé sur sa proposition afin qu'il l'examine à sa deuxième session.

**1/7. Dates des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire
de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le
développement**

A sa 24e séance, le 29 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a décidé :

a) Que sa deuxième session devrait se tenir du 18 mars au 5 avril 1991 étant entendu qu'elle serait prolongée jusqu'au 12 avril si nécessaire;

b) Que sa troisième session devrait se tenir du 12 au 30 août 1991 étant entendu qu'elle serait prolongée jusqu'au 4 septembre si nécessaire.

1/8. Transfert de technologie

A sa 25e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire, ayant examiné la section II de l'annexe II du rapport du Secrétaire général de la Conférence, consacrée au transfert de technologie c/, et tenant compte des dispositions pertinentes de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989, a prié le Secrétaire général de la Conférence d'établir, pour examen par le Comité préparatoire lors de sessions futures, une étude plus détaillée visant :

a/ A/CONF.151/PC/5 et Add.1 et 2.

b/ Voir A/CONF.151/PC/5/Add.1.

c/ A/CONF.151/PC/5, annexe II, sect. II.

a) A préciser la notion de technologies écologiquement rationnelles et à clarifier le processus de transfert de ces technologies;

b) A examiner les besoins des pays en développement en matière de technologie;

c) A examiner les besoins des pays en développement en ce qui concerne la formation de leur personnel, afin de permettre à ces pays de s'adapter et d'accepter le transfert de technologies écologiquement rationnelles;

d) A examiner les obstacles qui, aussi bien à l'exportation qu'à l'importation, entravent le transfert de technologies écologiquement rationnelles;

e) A déterminer si les modalités et les programmes actuels de transfert de technologies écologiquement rationnelles sont adéquats;

f) A déterminer les nouveaux mécanismes qui sont nécessaires et à en étudier les incidences financières;

g) A donner des exemples de réussite et d'échec ou des études de cas sur la question;

h) A examiner les possibilités de coopération régionale et sous-régionale;

i) A examiner les incidences sur cette question des résultats des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay.

1/9. Ressources financières

A sa 25e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ayant examiné le rapport du Secrétaire général de la Conférence sur la question des ressources financières nouvelles et additionnelles, en particulier pour les pays en développement d/ et tenant compte des dispositions pertinentes de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989, a prié le Secrétaire général de la Conférence de continuer d'étudier cette question et de lui faire à nouveau rapport à sa deuxième session.

1/10. Aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale

A sa 25e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, après avoir examiné la note du Secrétariat concernant l'aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 g/ de l'Assemblée générale, a pris note avec satisfaction du rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement et des autres organismes des Nations Unies ainsi que de leur contribution aux travaux du Comité préparatoire à sa première session et les a invités à participer aux préparatifs de la Conférence.

d/ A/CONF.151/PC/5, annexe II, sect. II.

e/ A/CONF.151/PC/6.

1/11. Changements climatiques

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de suivre de près les travaux que le Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat entreprendrait à l'avenir, en pleine conformité avec la décision UNEP/GCSS.II/3 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement en date du 3 août 1990 et avec la résolution 2.6/1 (EC-XLII) du Conseil exécutif de l'Organisation météorologique mondiale en date du 22 juin 1990, les négociations menées avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation météorologique mondiale, en vue de l'élaboration d'une convention-cadre sur l'évolution du climat et, s'il y avait lieu, d'instruments juridiques connexes, les travaux de la deuxième Conférence mondiale sur le climat, et les autres grandes réunions se rapportant à cette question qui se tiendraient entre la première et la deuxième session du Comité préparatoire, et d'établir un rapport comportant une analyse et une synthèse des résultats de ces activités et de faire des recommandations sur cette question;

b) A aussi prié le Secrétaire général de la Conférence de formuler, en se fondant sur le rapport demandé à l'alinéa a) de la présente décision, des recommandations concernant la contribution que le Comité préparatoire pourrait apporter au processus de négociation en vue de l'élaboration d'une convention-cadre sur l'évolution du climat et, s'il y avait lieu, d'instruments juridiques connexes, en tenant compte des objectifs de développement des pays en développement ainsi que des objectifs en matière de développement et des objectifs intersectoriels définis par l'Assemblée générale dans la résolution 44/228 du 22 décembre 1989, et plus particulièrement au paragraphe 8 de la résolution adoptée par le Comité préparatoire à sa session d'organisation f/, sans préjudice de la décision que l'Assemblée générale devait prendre à sa quarante-cinquième session afin de recommander les moyens, méthodes et modalités à appliquer pour faire avancer ces négociations;

c) A prié en outre le Secrétaire général de la Conférence de s'appuyer, entre autres, sur les travaux des organes, organisations et organismes compétents du système des Nations Unies et des autres organisations concernées pour faire le nécessaire afin d'évaluer le coût, notamment pour les pays en développement, de l'adoption de mesures destinées à limiter d'éventuels changements climatiques et à en atténuer les effets néfastes, conformément aux objectifs énoncés dans les paragraphes pertinents de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, et de faire rapport au Comité préparatoire à sa deuxième session sur cette question.

f/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 48, par. 56.

1/12. Appauvrissement de la couche d'ozone

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) A invité les Etats que ne l'avaient pas encore fait à adhérer à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ou à ratifier ces instruments;

b) A prié le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de coopérer avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation météorologique mondiale afin de déterminer s'il était nécessaire que le Comité préparatoire prenne des mesures supplémentaires pour appuyer les travaux en cours dans le cadre de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal et a prié le Secrétaire général de la Conférence de faire rapport sur cette question au Comité préparatoire à sa troisième session;

c) A également prié le Secrétaire général de la Conférence, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, de rendre compte au Comité préparatoire de l'efficacité avec laquelle étaient appliquées les dispositions relatives à la coopération financière et au transfert de technologie aux pays en développement, contenues dans le Protocole de Montréal tel que modifié à la deuxième Réunion des parties au Protocole, tenue à Londres du 27 au 29 juin 1990.

1/13. Pollution atmosphérique transfrontière

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) A invité les pays qui avaient l'expérience et le savoir-faire nécessaires, notamment les pays industrialisés et la Commission économique pour l'Europe, à faire profiter les pays en développement, les commissions régionales et les organisations intéressées de leur expérience dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière;

b) A invité les organes des Nations Unies compétents à étudier la nécessité de définir, sur demande, des mesures susceptibles d'être appliquées dans les régions qui n'avaient pas encore entrepris de réduire les émissions responsables de la pollution atmosphérique transfrontière;

c) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement d'établir pour la troisième session du Comité préparatoire un rapport sur la question de la pollution atmosphérique transfrontière en insistant sur le fait que la coopération internationale était nécessaire pour permettre aux pays en développement de surveiller et d'évaluer efficacement la pollution atmosphérique transfrontière; dans ce rapport, il devrait donc examiner le transfert de technologie, les activités de formation et les ressources financières supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour atteindre cet objectif.

1/14. Combattre le déboisement

1. A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a recommandé que les discussions sur la protection et sur une gestion viable des écosystèmes forestiers des zones boréales, tempérées, subtropicales et tropicales soient bien coordonnées et qu'elles soient compatibles avec d'autres types de mesures relatives à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à la préservation de la diversité biologique, à l'utilisation rationnelle des ressources biologiques et à l'amélioration de l'état du marché du bois d'oeuvre et des produits du bois, qui pourraient être prises par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation météorologique mondiale et l'Organisation internationale des bois tropicaux dans le cadre de conventions sur l'évolution du climat et de la diversité biologique et d'autres accords pertinents.

2. Le Comité préparatoire a prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement d'établir pour la deuxième session du Comité préparatoire, avec l'aide des organisations internationales compétentes et en étroite consultation avec les gouvernements, compte dûment tenu de la souveraineté de ces derniers sur les ressources naturelles situées sur leur territoire, un rapport complet sur les questions suivantes :

- a) Etat des forêts boréales, tempérées, subtropicales et tropicales et raréfaction des forêts due au déboisement, aux pluies acides et aux polluants atmosphériques, aux incendies, à la désertification et à d'autres facteurs, et efforts de reboisement, de boisement et de gestion viable des forêts;
- b) Evaluation du rôle des forêts en tant que :
 - i) Source importante d'énergie et de bois d'oeuvre pour les communautés rurales dans les pays en développement;
 - ii) Récepteurs de gaz à effet de serre, susceptibles de contribuer à prévenir d'éventuels changements climatiques;
 - iii) Habitats de la diversité biologique;
- c) Sources d'énergie de substitution et dispositifs à haut rendement énergétiques pour combattre le déboisement imputable à la forte dépendance à l'égard du bois de feu;
- d) Quantification de la valeur économique des forêts en fonction de leurs multiples usages;
- e) Répercussions socio-économiques sur les pays exportateurs de bois d'oeuvre des restrictions commerciales, y compris de l'interdiction des importations de bois et de produits du bois;
- f) Conclusions de tous les débats et rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Organisation internationale des bois tropicaux dans les domaines liés à la foresterie;

g) Rassemblement d'informations concernant le transfert de technologie en fonction des objectifs fixés dans la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1989;

h) Liens entre l'environnement économique international et la pauvreté et leurs conséquences sur l'utilisation des zones forestières;

et de proposer au Comité préparatoire à sa deuxième session, différentes options pour ce qui est de la coordination de l'action sur les forêts aux niveaux national, régional et international.

3. Le Comité préparatoire a invité :

a) L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à tenir compte des considérations qui précèdent pour préparer la réunion de son Comité des forêts en 1990 et la quatre-vingt-dix-huitième session de son conseil en novembre 1990, ainsi que pour réexaminer le Plan d'action pour la protection de la forêt tropicale;

b) Le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation météorologique mondiale à tenir compte de ces considérations lorsqu'ils prépareront la négociation d'une convention-cadre sur l'évolution du climat;

c) Le Programme des Nations Unies pour l'environnement à tenir compte de ces considérations pour élaborer un instrument juridique international sur la diversité biologique;

d) L'Organisation internationale des bois tropicaux à tenir compte de ces considérations lors de la préparation de la prochaine réunion de son conseil en novembre 1990 et à l'occasion de la révision de l'Accord international sur les bois tropicaux.

1/15. Pertes en terres, désertification et sécheresse

I

Pertes en terres

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

a) A souligné la nécessité, pour les organisations compétentes du système des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, de prendre de nouvelles mesures pour surveiller et évaluer la dégradation des sols et renforcer la formulation des politiques nationales des sols ainsi que leur mise en oeuvre;

b) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de tenir le Comité préparatoire informé des préparatifs de la Conférence technique FAO/Pays-Bas sur l'agriculture et l'environnement - Stratégies et instruments d'un développement agricole durable, qui se tiendrait, en avril 1991, ainsi que des conclusions de cette conférence;

c) A invité l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à prévoir, dans la stratégie pour une agriculture écologiquement viable qu'elle préparait, des mesures permettant d'éviter et de combattre la dégradation des sols, en accordant l'attention voulue aux multiples questions socio-économiques et pluridisciplinaires en jeu, et à rendre compte des progrès réalisés au Comité préparatoire à sa deuxième session, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

d) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement d'examiner les efforts de coopération régionale, en cours et à venir, destinés à appuyer des programmes nationaux et des projets prévus, notamment au niveau communautaire, qui traitent des problèmes des ressources en sols dans un contexte de développement pleinement intégré, et de présenter un rapport sur cette question;

e) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, agissant en collaboration étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales compétentes, d'élaborer une étude analytique sur les autres systèmes écologiquement viables de production sur les terres marginales et sur la relation qui existe entre l'agriculture intensive et extensive et la dégradation des sols.

II

Désertification et sécheresse

Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) A invité le Programme des Nations Unies pour l'environnement à mettre en oeuvre d'urgence les dispositions des paragraphes 6 et 7 de la résolution 44/172 A de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1989, ainsi que de la résolution 44/172 C concernant les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification;

b) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, agissant en consultation avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres organisations régionales, intergouvernementales ou non gouvernementales appropriées de faire rapport au Comité préparatoire, à sa troisième session, sur les résultats obtenus, les mesures d'intervention appliquées et l'appui financier et technique fourni dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification ainsi que sur la nécessité d'intensifier éventuellement la coopération internationale pour lutter contre la sécheresse et la désertification;

c) A invité le Programme des Nations Unies pour l'environnement, agissant en collaboration avec les organisations compétentes du système des Nations Unies, à commencer les travaux sur la surveillance, l'évaluation et la mise en oeuvre des mesures d'intervention prévues dans le Plan d'action pour lutter contre la désertification;

d) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de suivre de près les activités de surveillance et de recherche dans le domaine de la sécheresse que mènent actuellement l'Organisation météorologique mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organisations compétentes dont, notamment, l'Observatoire du Sahel et du Sahara, de présenter au Comité préparatoire, à sa troisième session, un rapport sur l'état d'avancement de ces activités et de faire des recommandations sur la manière dont le Comité préparatoire pourrait appuyer ces très importantes initiatives;

e) A également prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement d'élaborer une étude détaillée sur les moyens et méthodes propres à donner plus d'extension aux activités de reboisement afin de combattre la dégradation des sols et la désertification.

1/16. Conservation de la diversité biologique

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de suivre de près les travaux que le Groupe spécial d'experts sur la diversité biologique, créé sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement, menait en vue de la négociation d'un instrument juridique international relatif à la diversité biologique qui porterait sur la protection de la diversité biologique et l'utilisation rationnelle des ressources biologiques et s'inscrirait dans un vaste contexte socio-économique, et notamment les travaux du Sous-Groupe de travail sur la biotechnologie ainsi que les travaux pertinents de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales;

b) A prié en outre le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de rendre compte au Comité préparatoire, à sa deuxième session, de l'Etat des négociations, d'analyser les résultats obtenus et de faire des recommandations à ce sujet.

1/17. Gestion écologiquement rationnelle des biotechniques

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) De suivre de près la progression des travaux entrepris par le Groupe de travail conjoint officieux ONUDI/PNUE/OMS/FAO sur l'innocuité des biotechniques,

ainsi que de ceux menés par l'Organisation de coopération et de développement économiques et d'autres organisations internationales compétentes, en vue d'accélérer l'élaboration de directives fondamentales sur l'innocuité des biotechniques et de faciliter la préparation d'un code international de conduite en tenant compte également, entre autres, des travaux du Sous-Groupe de travail sur la biotechnologie mis en place par le Groupe spécial d'experts de la diversité biologique à sa troisième session en juillet 1990, et de soumettre un rapport sur l'état d'avancement des travaux au Comité préparatoire à sa troisième session;

b) De faire le point sur les délibérations se déroulant dans le cadre des travaux entrepris par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue de l'élaboration d'un instrument juridique international sur la diversité biologique;

c) D'établir pour la troisième session du Comité préparatoire un rapport sur les méthodes et les procédures qui pourraient être appliquées à l'échelon international pour évaluer les risques que présentent les biotechniques, en particulier pour la santé et l'environnement, et les incidences sur la situation socio-économique;

d) D'établir pour la troisième session du Comité préparatoire un rapport sur le rôle du secteur privé, notamment des sociétés transnationales, dans la promotion, l'application et le transfert des biotechniques, en consultation avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et les autres organes internationaux compétents.

1/18. Education en matière d'environnement et de développement

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Secrétaire général de la Conférence de mettre à profit les compétences des organes, organisations et organismes du système des Nations Unies concernés et des autres organisations pertinentes pour étudier les mesures à prendre en vue de sensibiliser le public, notamment les jeunes générations, aux questions d'environnement et de développement et d'organiser des activités d'éducation en la matière ainsi que d'autres mesures propres à permettre de mieux faire prendre conscience des risques qui existent dans les domaines dont s'occupe le Groupe de travail I et des façons possibles d'y faire face.

1/19. Projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail I

A sa 26e séance, le 30 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a approuvé l'ordre du jour provisoire ci-après pour la deuxième session du Groupe de travail I, conformément à

la résolution qu'il avait adoptée à sa session d'organisation, en particulier les paragraphes 8 et 9 g/ :

1. Protection de l'atmosphère :
 - a) Changements climatiques;
 - b) Appauvrissement de la couche d'ozone h/;
 - c) Pollution atmosphérique transfrontière h/.
2. Protection des sols :
 - a) Déboisement;
 - b) Pertes en terres;
 - c) Désertification et sécheresse.
3. Conservation de la diversité biologique.
4. Gestion écologiquement rationnelle des biotechniques h/.
5. Projet d'ordre du jour provisoire de la troisième session du Groupe de travail.
6. Examen du projet de rapport du Groupe de travail.

g/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 48, chap. V. Le paragraphe 8 de la résolution est ainsi libellé :

"8. Décide qu'en application des mandats énoncés dans la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, chacun des deux groupes de travail devra veiller à l'examen intégré des questions d'environnement et de développement, en tenant compte de questions comme les modes de consommation et de production, l'accès aux techniques écologiquement rationnelles et le transfert de ces techniques, les ressources financières nécessaires, la mise en valeur des ressources humaines, la réalisation de la sécurité alimentaire dans le contexte d'un développement durable de l'agriculture, les dispositions institutionnelles, l'amélioration des conditions d'existence et de travail des pauvres vivant dans les taudis urbains et les zones rurales grâce à l'élimination de la pauvreté, laquelle exige notamment des programmes intégrés de développement rural et urbain, enfin l'adoption d'autres mesures appropriées, à tous les niveaux, pour enrayer la dégradation de l'environnement, protéger la santé humaine et améliorer la qualité de la vie."

h/ Il était prévu que cette question serait examinée quant au fond à la troisième session du Comité préparatoire.

1/20. Protection des océans et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi-fermées - et des zones côtières et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques

1. A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Secrétaire général de la Conférence, en s'inspirant notamment des vues exprimées à la première session du Comité préparatoire, en mettant à profit les connaissances spécialisées du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de tous les autres organismes compétents, et en tenant compte de tous les paragraphes pertinents de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, du 22 décembre 1989, de soumettre au Comité préparatoire, à sa deuxième session, un rapport détaillé assorti de recommandations concernant les mesures à prendre dans les domaines suivants :

a) Mise au point de mécanismes permettant aux pays de se doter de moyens propres et de mettre en valeur leurs ressources humaines, y compris de mesures visant à appuyer le renforcement des moyens institutionnels dont les pays en développement disposent pour traiter des questions concernant les mers et les océans et les questions connexes;

b) Mesures visant à renforcer la coopération technique tant entre pays développés et pays en développement qu'entre pays en développement afin de permettre à ces derniers de se doter des moyens nécessaires ou de renforcer les moyens dont ils disposent pour identifier, analyser, surveiller, traiter et prévenir les problèmes écologiques, et pour mettre en valeur leurs ressources naturelles aux fins d'un développement durable;

c) Mise en place selon que de besoin, de systèmes d'alerte avancée en cas de rejet accidentel d'hydrocarbures et d'accidents concernant des substances chimiques dangereuses ainsi que de mécanismes permettant d'en donner notification et de mobiliser, sur demande, une aide appropriée lorsque de tels accidents se produisent;

d) Mesures permettant d'étendre et de renforcer les systèmes de collecte, d'évaluation et de contrôle des données et les mécanismes d'échange d'informations nationaux et régionaux et internationaux;

e) Sensibilisation du public et organisation de campagnes d'éducation par des organisations non gouvernementales, pour faire mieux comprendre les problèmes touchant le milieu marin et l'environnement des zones côtières;

f) Liens entre les questions relatives aux océans et aux mers et les questions concernant d'éventuels changements climatiques et la diversité biologique;

g) Incidences d'éventuels changements climatiques sur les écosystèmes des petites îles et les zones côtières vulnérables;

h) Problèmes liés à la pollution et état des ressources biologiques marines dans toutes les régions marines, y compris dans des mers bien déterminées et dans les régions polaires, selon que de besoin;

i) Mesures propres à renforcer les programmes de coopération régionaux, sous-régionaux et interrégionaux, y compris le Programme pour les mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui se sont révélés être des mécanismes efficaces et viables pour faire face, entre autres, aux problèmes liés à la pollution;

j) Efficacité, et possibilités de renforcement, des institutions internationales existantes, efficacité et état d'application des instruments juridiques en vigueur et identification des lacunes que présentent les mécanismes de protection du milieu marin existants;

k) Promotion et application de la démarche fondée sur le principe de précaution, selon que de besoin, et recours à des mesures incitatives et dissuasives pour promouvoir des méthodes de production non polluantes afin de lutter contre la pollution marine;

l) Efficacité des efforts entrepris aux niveaux national, régional et international pour faire face à la pollution marine de toute origine et des mesures destinées à appuyer ces efforts, notamment :

i) La mise en place d'infrastructures portuaires nationales de collecte et d'élimination des déchets;

ii) La construction d'installations de traitement des déchets et des eaux usées ou le renforcement de celles qui existent déjà;

m) Gestion intégrée pour la mise en valeur des zones côtières et des zones maritimes relevant de la juridiction nationale permettant de concilier les impératifs écologiques et les exigences du développement et mise au point, à cet effet, de techniques de gestion intégrée, y compris de techniques d'évaluation de l'impact sur l'environnement;

n) Efficacité des institutions internationales existantes, efficacité et état d'application des instruments juridiques en vigueur et identification au sein des instances compétentes des lacunes que présentent les mécanismes de protection, d'utilisation et de mise en valeur rationnelles des ressources biologiques marines, y compris des ressources biologiques de la haute mer existants, compte tenu des conclusions de la Conférence mondiale de 1984 sur la gestion et le développement de la pêche ainsi que de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer;

o) Impact de la pêche pratiquée sur une grande échelle et des nouvelles techniques de pêche et des techniques de pêche incompatibles avec une gestion viable des ressources biologiques marines, compte tenu de la résolution 44/225 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 relative à la pêche hauturière aux filets dérivants de grande taille;

p) Mesures propres à assurer la préservation, l'utilisation rationnelle et l'exploitation durable des ressources biologiques de la haute mer ainsi que la protection de leurs écosystèmes;

q) Mesures à prendre pour protéger ou remettre en état les ressources biologiques marines et leurs habitats, y compris les mangroves et les récifs

coraliens, compte tenu des travaux en cours du Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue de l'élaboration d'un instrument juridique sur la diversité biologique et de ceux menés dans le cadre de son programme pour les mers régionales;

r) Mise à jour des études sur la situation des baleines, des autres mammifères marins et de toute espèce marine menacée de 1972 à aujourd'hui.

2. Le Comité préparatoire a invité l'Organisation maritime internationale, en coopération avec les Etats parties à la Convention de Londres sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières, à envisager d'entreprendre des travaux visant à renforcer le régime destiné à réduire les rejets en mer, en prenant en considération tous les paragraphes pertinents de la Déclaration ministérielle de Bergen sur le développement durable dans la région de la Commission économique pour l'Europe i/ ainsi que les résultats des délibérations des autres commissions régionales qui doivent tenir des conférences régionales pour préparer la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

3. Le Comité préparatoire a invité le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation météorologique mondiale à étudier les moyens et méthodes propres à renforcer les systèmes d'observation en vue de protéger les océans, notamment par la mise en place d'un système mondial d'observation des océans j/.

4. Le Comité préparatoire a invité le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en collaboration avec les organismes des Nations Unies compétents, y compris le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, à envisager d'évaluer des propositions visant à intensifier la coopération scientifique, technique et financière pour protéger le milieu marin de la pollution d'origine tellurique.

5. Le Comité préparatoire a prié le Secrétaire général de la Conférence de suivre de près les travaux de la réunion intergouvernementale d'experts, qui doit se tenir au Canada au premier semestre de 1991, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, pour élaborer des principes généraux relatifs à la protection du milieu marin contre la pollution de source tellurique et, selon qu'il conviendrait, de rendre compte au Comité préparatoire à sa troisième session des résultats de cette réunion intéressant les travaux de la Conférence.

i/ A/CONF.151/PC/10, annexe I.

j/ Voir la décision XV/4, en date du 19 juillet 1989, de l'Assemblée de la Commission océanographique internationale.

6. Le Comité préparatoire a invité le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en coopération avec les organismes des Nations Unies compétents, à envisager d'entreprendre une évaluation des Lignes directrices de Montréal de 1985 pour la protection du milieu marin contre la pollution d'origine tellurique k/, en prenant en considération, lorsqu'il y aurait lieu, les arrangements régionaux existants.

7. Le Comité préparatoire a également invité les organismes et programmes visés aux paragraphes 2 à 6 de la présente décision à mener à bien les tâches prévues dans le cadre du processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en consultation avec le Secrétaire général de la Conférence, et prié ce dernier de rendre compte de l'état d'avancement des travaux du Comité préparatoire à sa troisième session.

1/21. Protection des ressources en eau douce du point de vue de la qualité et de l'approvisionnement

1. A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Secrétaire général de la Conférence, en s'inspirant notamment des vues exprimées à la première session du Comité préparatoire, en mettant à profit les connaissances spécialisées du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de tous les autres organismes concernés et en tenant compte de tous les paragraphes pertinents de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, de soumettre au Comité préparatoire à sa deuxième session un rapport intérimaire assorti de recommandations concernant les mesures à prendre dans les domaines suivants :

a) Liens entre la question des ressources en eau douce et les autres questions traitées par les groupes de travail et relations réciproques avec les différentes activités humaines, y compris l'agriculture, la foresterie, la production d'énergie, les établissements humains et l'industrie, ainsi que d'autres aspects intersectoriels spécifiés dans la résolution 44/228 de l'Assemblée générale;

b) Elaboration de mesures visant à protéger et à permettre d'exploiter durablement les ressources biologiques en eau douce, notamment dans les zones écologiquement sensibles, du même type que les mesures qui existent pour les ressources biologiques marines;

c) Protection aux fins d'une utilisation durable et équitable, lorsqu'il y a lieu, des ressources en eau douce transfrontières et des lacs internationaux;

d) Application de méthodes intégrant la mise en valeur, la gestion et l'utilisation des ressources en eau et de méthodes aussi bien curatives que préventives, dans la lutte contre la pollution;

k/ Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, Pollution marine d'origine tellurique, Droit de l'environnement, Lignes directrices et principes, No 7.

e) Moyens et méthodes propres à renforcer et à développer la surveillance et l'évaluation des ressources en eau douce ainsi que la recherche dans ce domaine, tant en ce qui concerne la quantité que la qualité de ces ressources;

f) Elaboration de méthodes propres à permettre de prendre en compte les facteurs concernant l'environnement et le développement dans la mise en valeur et l'utilisation durable des ressources en eau douce;

g) Obstacles qui empêchent d'assurer un approvisionnement adéquat des pays en développement en eau douce, et notamment en eau potable, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif;

h) Mesures visant à assurer la mise en valeur des ressources humaines dans tous les domaines liés aux ressources en eau douce, y compris l'éducation, la sensibilisation et la formation du public, et à doter les pays de moyens techniques propres;

i) Mesures visant à renforcer les moyens institutionnels aux niveaux mondial, régional et local, notamment dans le domaine de la science et de la technique, de traiter des questions touchant aux ressources en eau douce.

2. Le Comité préparatoire a invité l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à prendre en compte, lors de l'élaboration d'une stratégie pour une agriculture écologiquement viable, l'utilisation durable des ressources en eau comme un facteur important, et prié le Secrétaire général de la Conférence de le tenir informé des progrès réalisés dans ce domaine.

3. En outre, le Comité préparatoire a invité tous les organismes des Nations Unies participant aux préparatifs de la Conférence internationale pour l'eau et l'environnement, chacun dans son domaine de compétence et compte tenu, entre autres, de la nouvelle stratégie d'application du Plan d'action de Mar del Plata dans les années 90 ^{1/} et de la stratégie relative à la suite à donner à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, à envisager et à soutenir par des efforts importants une intensification de la coopération scientifique, technique et financière dans le domaine de la protection des ressources en eau douce du point de vue de la qualité et de l'approvisionnement grâce à la gestion intégrée de ces ressources, des propositions d'action concrète et l'identification des sources de financement et des organismes chargés d'assurer le suivi de ces mesures, et prié le Secrétaire général de la Conférence de suivre ces activités de près et de rendre compte des progrès réalisés au Comité préparatoire à sa troisième session.

^{1/} Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, Mar del Plata, 14-25 mars 1977 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.II.A.12), chap. I.

1/22. Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux, gestion écologiquement rationnelles des substances chimiques toxiques et prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux

I

Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux

1. A sa 27ème séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, a prié le Secrétaire général de la Conférence, en s'inspirant en particulier des vues exprimées à la première session du Comité préparatoire, en mettant à profit les connaissances spécialisées du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de tous les autres organismes compétents, et en tenant compte de tous les paragraphes pertinents de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, de présenter au Comité préparatoire, à sa deuxième session, un rapport intérimaire assorti de recommandations sur les mesures à prendre dans les domaines ci-après :

a) Mise au point d'une stratégie internationale pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, en donnant la priorité à la réduction des déchets à la source et en visant, notamment, l'autonomie en matière d'élimination, compte tenu des besoins des pays en développement;

b) Mesures propres à renforcer la coopération internationale, régionale et sous-régionale compte tenu, entre autres, des dispositions pertinentes de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination, y compris l'échange d'informations, la formation et la fourniture d'une assistance technique, en particulier aux pays en développement, et mesures propres à encourager, lorsqu'il y a lieu, l'harmonisation des normes d'élimination des déchets;

c) Programmes d'éducation, de sensibilisation du public et de formation à la gestion des déchets;

d) Rassemblement et diffusion d'informations sur les techniques de production non polluantes et les méthodes de recyclage et de réduction des déchets à la source et promotion de ces techniques et méthodes en vue de parvenir à une utilisation optimale des ressources et de réduire au minimum les déchets et la pollution;

e) Identification, analyse et évaluation des incidences sur la santé et sur l'environnement du traitement et de l'élimination des déchets, en particulier des déchets dangereux, et méthodes appliquées à cette fin;

f) Récapitulation et analyse des problèmes touchant la ratification de la Convention de Bâle et mesures à prendre pour les résoudre, compte tenu, lorsqu'il y a lieu, de la position des groupes régionaux sur cette question;

g) Progrès accomplis dans l'élaboration de protocole dans le cadre de la Convention de Bâle, notamment du protocole sur la responsabilité et la réparation en cas de dommages dus aux mouvements transfrontières et à l'élimination de déchets dangereux;

h) Mesures propres à permettre de surveiller et de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux notamment lorsque ces mouvements touchent des pays et, le cas échéant, des régions en développement;

i) Renforcement de la surveillance et du contrôle des mouvements internationaux de déchets dangereux et, notamment, possibilité d'adopter une décision interdisant partout dans le monde l'exportation de déchets dangereux à destination des pays en développement, compte tenu de la compétence des organisations et des organismes intéressés du système des Nations Unies;

j) Nécessité de renforcer les directives de l'Agence internationale de l'énergie atomique applicables aux mouvements internationaux de déchets radioactifs et, notamment, possibilité d'adopter une décision interdisant partout dans le monde l'exportation de déchets radioactifs à destination des pays en développement, compte tenu de la compétence exclusive de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

k) Mesures propres à renforcer les moyens dont disposent les pays en développement pour faire respecter les règlements relatifs à la gestion des déchets dangereux et des déchets radioactifs;

l) Mesures visant à mettre en valeur les ressources humaines des pays en développement et à permettre à ces derniers de se doter de techniques qui leur soient propres dans les domaines liés à la gestion et au traitement des déchets, en particulier des déchets dangereux;

m) Examen détaillé des questions liées aux déchets solides et aux eaux usées, compte tenu notamment des conséquences de l'urbanisation et de l'industrialisation croissantes;

n) Examen détaillé des difficultés que rencontrent les pays en développement pour financer des installations de traitement des déchets d'origine humaine et formulation de suggestions concernant les moyens de les surmonter;

o) Participation accrue de l'industrie aux programmes visant à prévenir ou à réduire le plus possible la production de déchets, y compris à l'application de technologies non polluantes;

p) Mesures propres à renforcer la coopération internationale dans le domaine du traitement et de l'élimination des déchets et notamment, selon qu'il convient, mise en place d'infrastructures régionales de traitement, d'analyse et d'élimination des déchets, en particulier des déchets dangereux, au cas où les pays, pris individuellement pourraient ne pas être en mesure, pour des raisons économiques, de se doter de telles installations, compte tenu de la nécessité de fournir une assistance aux pays en développement à cet égard.

2. Le Comité préparatoire a invité le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique à mettre à la disposition du Secrétaire général de la Conférence le Code international de pratiques concernant les mouvements transfrontières de déchets radioactifs et à lui fournir les renseignements techniques disponibles sur la gestion et l'élimination des déchets radioactifs,

3. Le Comité préparatoire a invité le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et des autres organismes compétents, à étudier la possibilité d'élaborer des éléments d'une stratégie internationale pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, en gardant à l'esprit les dispositions de la Convention de Bâle et en tenant pleinement compte des éléments du paragraphe 1 de la présente décision ainsi que des vues du Comité préparatoire et prie le Secrétaire général de la Conférence de suivre ces travaux et d'en rendre compte au Comité préparatoire, à sa troisième session.

4. Le Comité préparatoire a prié le Secrétaire général de la Conférence d'établir, en consultation avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et d'autres organisations pertinentes, un rapport donnant des conseils au Comité préparatoire, à sa deuxième session, sur les directives de politique générale à appliquer concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux.

II

Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques

5. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Secrétaire général de la Conférence, en s'inspirant en particulier des vues exprimées à la première session du Comité préparatoire, en mettant à profit les connaissances spécialisées du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de tous les autres organismes compétents, et en tenant compte également de tous les paragraphes pertinents de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, d'aborder aussi dans le rapport demandé au paragraphe 1 de la présente décision les domaines suivants :

a) Mesures visant à renforcer les Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les substances chimiques qui font l'objet d'échanges internationaux ^{m/} et le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides;

b) Modalités à adopter pour compléter les Directives de Londres, y compris éventuellement élaboration d'une convention en temps voulu;

^{m/} UNEP/GC.15/9, Add.2, Supplément 3 et Corr. 1, appendice.

c) Possibilité d'appliquer plus largement la méthode de gestion de "bout en bout", depuis la production et l'utilisation des substances chimiques jusqu'à leur élimination, notamment réduction des risques et promotion de l'utilisation de technologies non polluantes, compte tenu de la décision SS.II/9, Section XII, du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en date du 3 août 1990;

d) Création éventuelle d'un mécanisme de gestion des substances chimiques, analogue au Codex Alimentarius;

e) Mesures visant à encourager l'harmonisation des essais, de l'évaluation, de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques;

f) Méthodes visant à promouvoir une agriculture viable, notamment en ce qui concerne la gestion intégrée des pesticides, afin de tâcher de réduire la trop grande dépendance à l'égard des produits agrochimiques;

g) Aide aux pays en développement pour la surveillance, l'évaluation et la prévention des accidents chimiques et pour l'atténuation de leurs effets, notamment dans le contexte du projet de sensibilisation et de préparation aux accidents industriels au niveau local du Programme des Nations Unies pour l'environnement;

h) Mesures visant à renforcer les mécanismes d'échange d'informations, compte tenu notamment des besoins des pays en développement, et notamment application des procédures de consentement préalable définies dans les Directives de Londres et du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, compte dûment tenu des besoins des pays en développement;

i) Mesures visant à sensibiliser et à éduquer le public, en ce qui concerne la gestion des substances chimiques et les risques qu'elles présentent, et notamment interventions d'organisations non gouvernementales;

j) Mesures visant à assurer la formation et la mise en valeur des ressources humaines ainsi qu'à mettre en place et à développer des techniques locales dans des domaines liés à la gestion des substances chimiques toxiques dans l'optique de la protection de l'environnement et du développement.

III

Trafic international illicite de produits et de déchets toxiques et dangereux

6. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Secrétaire général de la Conférence de soumettre au Comité préparatoire à sa deuxième session un rapport sur l'application de la résolution 44/226 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, concernant la surveillance et le contrôle, aux niveaux régional et international, du trafic international de produits et de déchets toxiques et dangereux.

1/23. Projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session
du Groupe de travail II

A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire ci-après pour la deuxième session du Groupe de travail II, conformément à la résolution qu'il avait adoptée à sa session d'organisation, en particulier les paragraphes 8 et 9 n/ :

1. Protection des océans et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi fermées - et des zones côtières et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques :
 - a) Aspects mondiaux de la pollution marine;
 - b) Mers régionales et zones côtières;
 - c) Protection, utilisation rationnelle et mise en valeur des ressources biologiques marines.
2. Protection des ressources en eau douce et de leur qualité : application d'approches intégrées de la mise en valeur, de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau.
3. Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux et des substances chimiques toxiques ainsi que prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux :

n/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 48, chap. V. Le paragraphe 8 de la résolution est ainsi libellé :

"8. Décide qu'en application des mandats énoncés dans la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, chacun des deux groupes de travail devra veiller à l'examen intégré des questions d'environnement et de développement, en tenant compte de questions comme les modes de consommation et de production, l'accès aux techniques écologiquement rationnelles et le transfert de ces techniques, les ressources financières nécessaires, la mise en valeur des ressources humaines, la réalisation de la sécurité alimentaire dans le contexte d'un développement durable de l'agriculture, les dispositions institutionnelles, l'amélioration des conditions d'existence et de travail des pauvres vivant dans les taudis urbains et les zones rurales grâce à l'élimination de la pauvreté, laquelle exige notamment des programmes intégrés de développement rural et urbain, enfin l'adoption d'autres mesures appropriées, à tous les niveaux, pour enrayer la dégradation de l'environnement, protéger la santé humaine et améliorer la qualité de la vie."

- a) Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux;
- b) Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques;
- c) Prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux.

4. Ordre du jour provisoire de la troisième session du Groupe de travail.

5. Adoption du rapport du Groupe de travail.

1/24. Directives applicables à l'établissement des rapports nationaux

A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a recommandé l'adoption des directives révisées proposées par le Secrétaire général de la Conférence ^{o/} en tant que cadre général dont devraient s'inspirer les différents pays pour établir leurs rapports nationaux.

1/25. Environnement et développement

A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) A prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en collaboration avec les organismes, organisations et organes compétents des Nations Unies, de lui soumettre à sa deuxième session un rapport intérimaire mettant en évidence les relations réciproques étroites qui existent entre le développement et l'environnement, conformément à la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et en tenant dûment compte des dispositions de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution S-18/3 du 1er mai 1990 ainsi que, notamment, des éléments suivants :

- i) Relation entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement;
- ii) Relation entre la pression démographique, des modes de consommation non viables et la dégradation de l'environnement;
- iii) Relation entre l'absence de croissance économique dans la plupart des pays en développement et la dégradation de l'environnement;
- iv) Relation entre les modes de croissance et de développement inadaptés et la dégradation de l'environnement;

^{o/} A/CONF.151/PC/8 et Add.1.

- v) Relation entre la dette extérieure des pays en développement et le phénomène du transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés, et leur aptitude à contribuer pleinement, dans la mesure de leurs capacités et de leurs responsabilités, à l'action mondiale pour la protection et l'amélioration de l'environnement;
- vi) Relation entre le climat économique international, y compris la nécessité de redresser la situation lorsque les termes de l'échange se détériorent au détriment des pays en développement, et la dégradation de l'environnement;
- vii) Relation entre l'environnement, le développement et les mécanismes du marché;
- viii) Relation entre la situation économique et sociale aux niveaux national et international et la protection de l'environnement;

b) A prié en outre le Secrétaire général de la Conférence de maintenir un juste équilibre, dans les documents et rapports qu'il pourrait soumettre tout au long du processus préparatoire de la Conférence, entre les considérations d'ordre écologique et les préoccupations concernant le développement, tant dans les secteurs relatifs au développement que dans les domaines touchant l'environnement et de présenter les questions intersectorielles avec les autres éléments sous forme de tableau.

1/26. Groupe de travail chargé des questions juridiques et institutionnelles et de toutes les questions connexes

1. A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Président du Comité préparatoire de procéder, avec le concours du Secrétaire général de la Conférence, à des consultations avec les délégations entre la première et la deuxième session sur le mandat du Groupe de travail III et la date du début de ses travaux, ainsi que sur les questions juridiques et institutionnelles et toutes les questions connexes.

2. Il a également prié le Secrétaire général de la Conférence de soumettre au Comité préparatoire, au début de sa deuxième session, un rapport tenant compte des résultats de ces consultations et assorti de recommandations appropriées concernant notamment le projet de mandat, afin de permettre au Comité de prendre les mesures nécessaires à ce sujet.

1/27. Sources d'énergie nouvelles et renouvelables

A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a invité le Comité pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables à mettre à la disposition du Secrétaire général de la conférence des études présentant un intérêt pour le processus préparatoire de ladite conférence, à envisager des mesures appropriées, y compris le financement et le transfert de technologie dans son domaine de compétence et dans les limites des ressources financières existantes, sans exclure les contributions volontaires, et à soumettre un rapport au Comité préparatoire à sa quatrième session.

1/28. Questions intersectorielles

A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :

a) A invité la Commission des établissements humains, lorsqu'elle examinerait la question intitulée "Etablissements humains et développement durable" à sa treizième session, en 1991, ainsi que dans le cadre de ses autres activités, d'accorder une attention particulière à l'ordre du jour et au mandat de la Conférence figurant dans la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989, en particulier en ce qui concerne le milieu où vivent et travaillent les pauvres des taudis urbains et des zones rurales, afin d'apporter une contribution de fond au processus préparatoire de la Conférence;

b) A invité l'Organisation mondiale de la santé, en coordination et en consultation avec le Secrétaire général de la Conférence, à faire des suggestions précises concernant la dimension sanitaire des problèmes d'environnement afin que cette question soit étudiée plus avant au cours du processus préparatoire;

c) A prié le Secrétaire général de la Conférence de commencer à élaborer des études expressément consacrées à la relation entre la politique économique et la politique de l'environnement ainsi qu'aux indicateurs économiques et environnementaux, en s'appuyant sur des études entreprises par les organisations internationales compétentes;

d) A prié le Secrétaire général de la Conférence d'élaborer un document sur la nécessité d'harmoniser les objectifs de développement et les considérations liées au problème de la durabilité et de la protection de l'environnement dans les débats sur la politique économique internationale sans ajouter de nouvelles formes de conditionnalité ou des obstacles injustifiés au commerce, comme indiqué aux alinéas h) et i) du paragraphe 15 de la section I de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale énonçant les questions précises qui doivent être étudiées par le Comité préparatoire;

e) A prié le Secrétaire général de la Conférence d'agir en coordination et en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et les autres organisations compétentes afin d'élaborer des propositions sur l'éducation en matière d'environnement et la sensibilisation du public dans ce domaine, et de les soumettre à l'examen du Comité préparatoire.

1/29. Coopération dans le domaine du transfert des techniques et des ressources financières aux pays en développement

A sa 27e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a prié le Secrétaire général de la Conférence de lui soumettre à sa deuxième session un rapport intérimaire sur l'application des dispositions pertinentes de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 concernant les ressources financières et le transfert de techniques, en particulier celles des alinéas j), k) et m) du paragraphe 15 de la section I.

**1/30. Ordre du jour provisoire de la deuxième session
du Comité préparatoire**

A sa 27^e séance, le 31 août 1990, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et de développement a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de sa deuxième session :

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, sur la base de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale et compte tenu des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale :
 - a) Activités du secrétariat de la Conférence;
 - b) Mesures récemment prises par des organes intergouvernementaux et autres qui intéressent le processus préparatoire;
 - c) Questions intersectorielles;
 - d) Rapports des groupes de travail.
3. Dispositions à prendre pour les sessions futures du Comité préparatoire.
4. Ordre du jour provisoire de la troisième session du Comité préparatoire.
5. Adoption du rapport du Comité préparatoire.

ANNEXE II

Rapport du Groupe de travail I

Rapporteur : M. Andreas WAGNER (République démocratique allemande)

I. QUESTIONS D'ORGANISATION

1. Le Groupe de travail I a tenu 14 séances (de la 1re à la 14e), les 13 à 17, 20, 21 et 30 août 1990.
2. A sa 1re séance, le 13 août, le Groupe de travail a élu par acclamation trois vice-présidents et le Rapporteur. La composition du Bureau était donc la suivante :

Président : Bo Kjellen (Suède)

Vice-Présidents : Shinichi Isashiki (Japon)
Charles A. Liburd (Guyana)
Mohamed Mahmoud Ould El Ghaouth (Mauritanie)

Rapporteur : Andreas Wagner (République démocratique allemande)

3. L'ordre du jour du Groupe de travail, qui a été approuvé par le Comité préparatoire à sa 16e séance plénière, le 7 août, et publié sous la cote A/CONF.151/PC/11, était le suivant :

1. Protection de l'atmosphère :
 - a) Changements climatiques;
 - b) Appauvrissement de la couche d'ozone;
 - c) Pollution atmosphérique transfrontière.
2. Protection des sols :
 - a) Déboisement;
 - b) Pertes en terres;
 - c) Désertification et sécheresse.
3. Conservation de la diversité biologique.
4. Gestion écologiquement rationnelle des biotechniques.
5. Adoption du rapport du Groupe de travail.
6. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail.

4. Le Groupe de travail était saisi, pour chaque point de l'ordre du jour, des sections pertinentes des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les activités du secrétariat de la Conférence (A/CONF.151/PC/5 et Add.1 et 2);

b) Note du secrétariat contenant un aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale (A/CONF.151/PC/6);

c) Rapport du Secrétaire général de la Conférence - résumé des activités d'organisations intergouvernementales et internationales intéressant la résolution 44/228 de l'Assemblée générale (A/CONF.151/PC/7);

d) Note du secrétariat - décisions intéressant le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session extraordinaire (A/CONF.151/PC/L.7).

La liste complète des documents est publiée à l'annexe IV du rapport du Comité préparatoire.

II. PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

A. Changements climatiques

5. Le Groupe de travail a examiné la question des changements climatiques (point 1 a) de l'ordre du jour) de sa 2e à sa 5e séance, tenues les 13, 14 et 15 août, ainsi qu'à sa 14e séance, les 13 au 15 et 30 août.

6. A la 2e séance, tenue le 13 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de l'Organisation météorologique mondiale ont fait des déclarations liminaires. Les représentants de la Bolivie (au nom des Etats membres du Groupe des 77), de Nauru, de l'Italie (au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne), de la Colombie, du Brésil, du Lesotho, de l'Argentine, de la Tunisie, de la Malaisie, de la Suède, du Mexique, de la Belgique et de la Finlande ont fait également des déclarations.

7. A la 3e séance, tenue le 14 août, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Chili, Union des Républiques socialistes soviétiques, Japon, Guyana, Nauru, Nouvelle-Zélande, Cameroun, Inde et Canada.

8. A la 4e séance, tenue le 14 août, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : France, Chine, Ouganda, Mauritanie, Norvège, Nigéria, Bahamas, Kenya, Djibouti, Jamaïque, Zimbabwe, Cameroun, Colombie, Suède, Brésil et Australie. Des déclarations ont été faites également par les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation mondiale de la santé, de la Banque mondiale, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, du Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains.

9. A la 5e séance, tenue le 15 août, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Norvège, Nauru, Guyana, Australie, Bolivie, République fédérale d'Allemagne a/, Argentine, Chili, Suisse et Inde. Des déclarations ont été faites également par les représentants de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

10. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail a approuvé un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.1/Rev.1) soumis par le Président à l'issue de consultations officielles et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

B. Appauvrissement de la couche d'ozone

11. Le Groupe de travail a examiné la question de l'appauvrissement de la couche d'ozone (point 1 b) de l'ordre du jour) à ses 5e et 14e séances les 15 et 30 août. A la 5e séance, tenue le 15 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont fait des déclarations liminaires. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Italie, Chili, Botswana, Norvège, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Malaisie, Singapour, Mauritanie, Mexique, Myanmar, Union des Républiques socialistes soviétiques et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Les représentants de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation maritime internationale ont fait également des déclarations.

12. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail a approuvé un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.2/Rev.1) soumis par le Président à l'issue de consultations officielles et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

C. Pollution atmosphérique transfrontière

13. Le Groupe de travail a examiné la question de la pollution atmosphérique transfrontière (point 1 c) de l'ordre du jour) à ses 6e et 14e séances, les 15 et 30 août.

14. A la 6e séance, tenue le 15 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont fait des déclarations liminaires. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Italie (au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne), Suède, Pays-Bas, Argentine, France, Norvège, Singapour, Japon, Inde, Finlande, Mexique, Nigéria, Thaïlande, Chine, Union des Républiques socialistes soviétiques et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Des déclarations ont été faites également par les représentants de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation

a/ Du fait du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne, qui a pris effet le 3 octobre 1990, les deux Etats allemands se sont unis pour former un seul Etat souverain. A compter de la date de l'unification, la République fédérale d'Allemagne est désignée à l'ONU sous le nom d'"Allemagne".

météorologique mondiale (au nom également de l'Agence internationale de l'énergie atomique). L'observateur de l'Organisation internationale des unions de consommateurs (OIUC), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, a fait une déclaration.

15. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail a approuvé un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.3/Rev.1) soumis par le Président à l'issue de consultations officieuses et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

III. PROTECTION DES SOLS

A. Déboisement

16. Le Groupe de travail a examiné la question du déboisement (point 2 a) de l'ordre du jour) de sa 7e à sa 10e séance les 16, 17 et 20 août, ainsi qu'à sa 14e séance, les 16, 17, 20 et 30 août.

17. A la 7e séance, tenue le 16 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont fait des déclarations liminaires. Les représentants du Brésil, de la Colombie, de la Malaisie, du Japon et de la Chine ont fait des déclarations.

18. A la 8e séance, tenue le 16 août, les représentants de la Belgique, du Tchad, de l'Indonésie, de la Suède, du Myanmar, de la Mauritanie, de la Tunisie, de la Norvège, du Botswana, de la République fédérale d'Allemagne ^{a/}, de la Bolivie, de la Nouvelle-Zélande, de la France, du Chili, du Kenya, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Australie, de l'Inde, du Mexique, du Bangladesh et de l'Italie ont fait des déclarations. L'observateur de l'Organisation internationale des bois tropicaux a fait également une déclaration.

19. A la 9e séance, tenue le 17 août, les représentants du Sénégal, du Zimbabwe, de la Jamaïque, de la Chine, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Bahamas, des Philippines, de l'Inde, du Nigéria, de la Thaïlande, du Zaïre, du Chili, du Venezuela, de la Colombie, du Canada, de l'Australie, du Brésil, des Bahamas, de la Malaisie, de l'Inde, de l'Argentine et de la Mauritanie ont fait des déclarations. Les représentants de l'Organisation météorologique mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Programme des Nations Unies pour le développement ont fait également des déclarations. L'observateur de la Commission des Communautés européennes a fait une déclaration.

20. A la 10e séance, tenue le 20 août, les représentants de l'Italie, du Chili, du Myanmar, de la Norvège et du Kenya ont fait des déclarations.

21. A la 14e séance, tenue le 30 août, le Groupe de travail a examiné un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.4/Rev.2) intitulé "Lutte contre le déboisement" et l'a modifié en supprimant les mots "pour 1992" à la fin du dernier paragraphe.

22. A la même séance, le Groupe de travail a approuvé le projet de décision, tel qu'il avait été modifié oralement, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

23. Avant que le projet de décision n'ait été approuvé, le représentant du Kenya a fait une déclaration.

B. Pertes en terres, désertification et sécheresse

24. Le Groupe de travail a examiné conjointement la question des pertes en terres et celle de la désertification et de la sécheresse (alinéas b) et c) du point 2 de l'ordre du jour) à ses 10^e et 11^e séances, le 20 août, ainsi qu'à sa 14^e séance, le 30 août. A la 10^e séance, tenue le 20 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne ont fait des déclarations liminaires. Les représentants du Burundi, de la Mauritanie, de l'Argentine, du Chili, de la Norvège, de la Tchécoslovaquie et de la Tunisie ont fait des déclarations.

25. A la 11^e séance, tenue le 20 août, les représentants de l'Ouganda, de la France, de la République fédérale d'Allemagne ~~a~~, de Djibouti, du Soudan, de l'Algérie, de la Suède, du Kenya, du Botswana, du Nigéria, de l'Australie, de la Chine, du Lesotho, du Maroc, du Japon, du Sénégal, de la Colombie, de la Jamaïque, du Zimbabwe et des Etats-Unis d'Amérique ont fait des déclarations. Les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation météorologique mondiale et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains ont fait également des déclarations. L'observateur de l'Organisation des Etats américains a fait une déclaration.

26. A sa 14^e séance, le 30 août, le Groupe de travail a examiné un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.5/Rev.1), soumis par le Président à l'issue de consultations officielles, et l'a modifié en faisant mention de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 44/72 B de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1989.

27. A la même séance, le Groupe de travail a approuvé le projet de décision et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

28. Avant que le projet de décision n'ait été approuvé, le représentant de la Mauritanie a fait une déclaration.

IV. CONSERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

29. Le Groupe de travail a examiné la question de la conservation de la diversité biologique (point 3 de l'ordre du jour) à ses 12^e à 14^e séances, le 21 août et le 30 août.

30. A la 12^e séance, tenue le 21 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont fait des déclarations liminaires. Les représentants de la Bolivie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Malaisie, du Venezuela, de la Grèce, des Bahamas, du Chili, de la Tchécoslovaquie, de la Colombie, de l'Argentine, de l'Australie, du Kenya, de la Barbade, du Maroc, du Botswana, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Pays-Bas et de la Nouvelle-Zélande ont fait des déclarations. Les

représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont fait également des déclarations.

31. A la 13e séance, tenue le 21 août, les représentants de la Jamaïque, de la Tunisie, de l'Indonésie, de l'Inde, du Cameroun, de la Thaïlande, du Brésil, de la Suède, de la Norvège, de la Chine, du Bangladesh, de l'Italie (au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne), du Japon et de la France ont fait des déclarations. L'observateur de l'Organisation des Etats américains a fait également une déclaration.

32. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail a approuvé un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.7/Rev.1), soumis par le Président à l'issue de consultations officielles, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

V. GESTION ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES BIOTECHNIQUES

33. Le Groupe de travail a examiné la question de la gestion écologiquement rationnelle des biotechniques (point 4 de l'ordre du jour) à ses 13e et 14e séances, les 21 et 30 août.

34. A la 13e séance, le 21 août, le représentant de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a fait une déclaration liminaire. Les représentants de la Colombie, de la Malaisie, du Kenya, de la Jamaïque, des Pays-Bas, de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République fédérale d'Allemagne, du Venezuela, du Kenya et des Etats-Unis d'Amérique ont fait des déclarations. Les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont fait des déclarations. L'observateur de l'Organisation de coopération et de développement économiques a fait également une déclaration de même que l'observateur de l'Organisation internationale des unions de consommateurs, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

35. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail a approuvé un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.8/Rev.1), soumis par le Président à l'issue de consultations officielles, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

VI. EDUCATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT

36. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail était saisi d'un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.10) intitulé "Education en matière d'environnement", soumis par le Président à l'issue de consultations officielles.

37. Au nom des Etats membres du Groupe des 77, le représentant de la Bolivie a proposé que le titre du projet de décision soit libellé "Education en matière d'environnement et de développement".

38. A la même séance, le Groupe de travail a approuvé le projet de décision A/CONF.151/PC/WG.I/L.10, tel qu'il avait été modifié oralement, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

39. Avant que le projet de décision n'ait été approuvé, le représentant de Nauru a fait une déclaration. Après l'approbation du projet de décision, le représentant de la Mauritanie a fait une déclaration.

VII. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL

40. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail était saisi du projet d'ordre du jour provisoire de sa deuxième session soumis par le secrétariat (A/CONF.151/PC/WG.I/L.9 et Corr.1) ainsi que d'un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.I/L.11), soumis par le Président à l'issue de consultations officieuses.

41. A la même séance, le Groupe de travail a approuvé le projet de décision et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

42. Avant que le projet de décision n'ait été approuvé, des déclarations ont été faites par les représentants du Kenya et de la Mauritanie.

VIII. ADOPTION DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

43. A sa 14e séance, le 30 août, le Groupe de travail a adopté son projet de rapport figurant dans le document A/CONF.151/PC/WG.I/L.6 et a soumis au Comité préparatoire les recommandations qui y étaient formulées.

Rapport du Groupe de travail II

Rapporteur : M. Hussein HANIFF (Malaisie)

I. QUESTIONS D'ORGANISATION

1. Le Groupe de travail II a tenu 13 séances (de la 1re à la 13e) des 13 au 17 et les 20, 28 et 31 août 1990.

2. A sa 1re séance, le 13 août, le Groupe de travail a élu par acclamation trois vice-présidents et le rapporteur. La composition du bureau du Groupe de travail était donc la suivante :

Président : Bukar Shaib (Nigéria)

Vice-Présidents : Andrzej Gerhard (Pologne)
Vicente Sanchez (Chili)
Joke Waller-Hunter (Pays-Bas)

Rapporteur : Hussein Haniff (Malaisie)

3. L'ordre du jour du Groupe de travail qui a été approuvé par le Comité préparatoire à sa 16e séance, le 7 août, et publié sous la cote A/CONF.151/PC/11, était le suivant :

1. Protection des océans et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi-fermées - et des zones côtières, et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques :
 - a) Aspects mondiaux de la pollution marine;
 - b) Mers régionales et zones côtières;
 - c) Utilisation et mise en valeur rationnelles des ressources biologiques marines.
2. Protection des ressources en eau douce :
 - a) Approvisionnement;
 - b) Qualité.
3. Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux.
4. Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques.
5. Prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux.
6. Adoption du rapport du Groupe de travail.
7. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail.

4. Le Groupe de travail était saisi, pour chaque point de l'ordre du jour, des sections pertinentes des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur la protection et la préservation du milieu marin (A/44/461 et Corr.1);

b) Rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les activités du secrétariat de la Conférence (A/CONF.151/PC/5 et Add.1 et 2);

c) Note du Secrétariat contenant un aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale (A/CONF.151/PC/6);

d) Rapport du Secrétaire général de la Conférence - résumé des activités d'organisations intergouvernementales et internationales intéressant la résolution 44/228 de l'Assemblée générale (A/CONF.151/PC/7);

e) Note du Secrétariat - décisions intéressant le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session extraordinaire (A/CONF.151/PC/L.7).

La liste complète des documents est publiée dans l'annexe IV du rapport du Comité préparatoire.

II. PROTECTION DES OCEANS ET DE TOUTES LES MERS - Y COMPRIS LES MERS FERMEES ET SEMI-FERMEES - ET DES ZONES COTIERES, ET PROTECTION, UTILISATION RATIONNELLE ET MISE EN VALEUR DE LEURS RESSOURCES BIOLOGIQUES

A. Aspects mondiaux de la pollution marine

5. Le Groupe de travail a examiné les aspects mondiaux de la pollution marine (point 1 a) de l'ordre du jour) à ses 2e, 3e et 4e séances, les 13 et 14 août, ainsi qu'à sa 13e séance, les 13, 14 et 31 août.

6. A la 2e séance, le 13 août, les représentants du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer et de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont fait des déclarations liminaires. Les représentants du Canada, de la Malaisie, des Etats-Unis d'Amérique, des Pays-Bas et de l'Italie ont fait également des déclarations.

7. A la 3e séance, le 14 août, les représentants de la Chine, de la Finlande, de la France, de la Malaisie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de la Tunisie, de la Suède, du Nigéria, des Etats-Unis d'Amérique, du Danemark, de la Grèce, de la Barbade, du Kenya et de Nauru ont fait des déclarations.

8. A la 4e séance, le 14 août, les représentants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la Norvège, du Chili, de la Colombie, de l'Islande, de l'Indonésie, du Venezuela, de la Malaisie et de la Bolivie ont fait des déclarations. Le représentant de l'Organisation maritime internationale a fait également une déclaration. L'observateur de l'Organisation de l'unité africaine a fait une

déclaration. Des déclarations ont également été faites par l'observateur de Greenpeace International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, ainsi que par l'observateur du Comité consultatif sur la pollution des mers, organisation non gouvernementale.

F. Mers régionales et zones côtières

9. Le Groupe de travail a examiné la question des mers régionales et des zones côtières (point 1 b) de l'ordre du jour) à ses 5e et 6e séances, le 15 août, ainsi qu'à sa 13e séance, le 31 août 1990.

10. A la 5e séance, le 15 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont fait des déclarations liminaires. Les représentants du Brésil, de la Tunisie, de Singapour, du Mexique, de la Thaïlande et de l'Australie ont fait des déclarations.

11. A la 6e séance, le 15 août, les représentants de la Malaisie, des Pays-Bas, de l'Egypte, de la France, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Cameroun, de la Suède, du Soudan, de la Finlande, de la Barbade, de la Colombie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Mauritanie, de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Italie, de l'Inde, du Chili, des Etats-Unis d'Amérique et de la Jamaïque ont fait des déclarations. Les représentants de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation maritime internationale et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains ont fait également des déclarations.

C. Utilisation et mise en valeur rationnelles des ressources biologiques marines

12. Le Groupe de travail a examiné la question de l'utilisation et de la mise en valeur rationnelles des ressources biologiques marines (point 1 c) de l'ordre du jour) à ses 4e et 5e séances, les 14 et 15 août, ainsi qu'à sa 13e séance, les 14, 15 et 31 août.

13. A la 4e séance, le 14 août, le représentant de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a fait une déclaration liminaire. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Colombie, de la Suède, de l'Islande, de l'Australie, de Nauru, du Japon, de la Tunisie, du Canada, de la Malaisie, du Chili, de la Nouvelle-Zélande, de la Barbade et de l'Inde ont fait des déclarations. Le représentant de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a fait également une déclaration. L'observateur de la Commission des communautés européennes a fait une déclaration.

14. A la 5e séance, le 15 août, les représentants de la Thaïlande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Kenya, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Barbade, de la Jamaïque, du Nigéria et de la Norvège ont fait des déclarations. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a fait également une déclaration. L'observateur de

Greenpeace International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, a fait une déclaration.

D. Mesures prises par le Groupe de travail

15. A sa 13e séance, le 31 août, le Groupe de travail était saisi d'un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.II/L.1/Rev.3) intitulé "Protection des océans et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi-fermées - et des zones côtières et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques" soumis par le Président à l'issue de consultations officielles.

16. A la même séance, le représentant du Japon a proposé d'insérer, à l'alinéa o) du paragraphe 1, le mot "et" après les mots "pêche pratiquée sur une grande échelle".

17. Le Groupe de travail a ensuite approuvé le projet de décision, tel qu'il avait été modifié oralement, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

III. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU DOUCE

18. Le Groupe de travail a examiné la question de la protection des ressources en eau douce (point 2 de l'ordre du jour) à ses 7e et 8e séances, le 16 août, ainsi qu'à sa 13e séance, le 31 août.

19. A la 7e séance, le 16 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont fait des déclarations liminaires. Les représentants de la Norvège, de la Finlande, de l'Autriche, du Cameroun, des Etats-Unis d'Amérique, du Chili, de la Chine, de la Colombie, de la Malaisie, du Soudan et de la Guinée ont fait des déclarations.

20. A la 8e séance, le 16 août, les représentants de la France, du Nigéria, du Botswana, de l'Inde, du Kenya, du Danemark, de l'Egypte, des Pays-Bas, du Japon, de l'Argentine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Venezuela, de la Tchécoslovaquie, de Singapour, de la République fédérale d'Allemagne a/, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Jamaïque, de l'Ethiopie, du Zimbabwe, de la Barbade, de la Suède, de la Bolivie et de la Malaisie ont fait des déclarations. Les représentants de l'Organisation météorologique mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont fait également des déclarations.

a/ Du fait du rattachement de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne, qui a pris effet le 3 octobre 1990, les deux Etats allemands se sont unis pour former un seul Etat souverain. A compter de la date de l'unification, la République fédérale d'Allemagne est désignée à l'ONU sous le nom d'"Allemagne".

21. A sa 13e séance, le 31 août, le Groupe de travail a approuvé un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.II/L.2/Rev.3) intitulé "Protection des ressources en eau douce du point de vue de la qualité et de l'approvisionnement", soumis par le Président à l'issue de consultations officieuses, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

22. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de la Bolivie a fait une déclaration au nom des Etats membres du Groupe des 77.

IV. GESTION ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES DECHETS, SURTOUT DES DECHETS DANGEREUX, ET PREVENTION DU TRAFIC INTERNATIONAL ILICITE DES PRODUITS ET DES DECHETS TOXIQUES ET DANGEREUX

23. Le Groupe de travail a examiné la question de la gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux (point 3 de l'ordre du jour) en même temps que celle de la prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux (point 5 de l'ordre du jour) à ses 10e et 11e séances, le 20 août, ainsi qu'à sa 13e séance, le 31 août.

24. A la 10e séance, le 20 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont fait des déclarations liminaires. Les représentants du Japon, de la Guinée, du Sénégal, de la Malaisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse, de la Norvège, du Nigéria, du Botswana, des Pays-Bas, du Kenya, du Venezuela, de la Colombie, de la Turquie, du Mozambique, de la Jamaïque et du Danemark ont fait des déclarations.

25. A la 11e séance, le 20 août, les représentants de l'Inde, de la Suède, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Singapour, de l'Italie (au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne), de la Thaïlande, du Cameroun, de la Tunisie, du Chili, de la République fédérale d'Allemagne a/, de la France et de la Bolivie ont fait des déclarations. Les représentants du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ont fait également des déclarations. L'observateur de l'Organisation de l'unité africaine a fait une déclaration de même que les observateurs de Greenpeace International et du Centre international de liaison pour l'environnement, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

26. Pour les mesures prises par le Groupe de travail, voir plus loin les paragraphes 29 à 36.

V. GESTION ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES SUBSTANCES CHIMIQUES TOXIQUES

27. Le Groupe de travail a examiné la question de la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques (point 4 de l'ordre du jour) à sa 9e séance, le 17 août, ainsi qu'à sa 13e séance, les 17 et 31 août.

28. A la 9e séance, le 17 août, les représentants de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de l'Organisation mondiale de la santé ont fait des déclarations liminaires. Les représentants de la Suède, de l'Australie, de la Malaisie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Cameroun, du

Danemark, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, de la Chine, de l'Italie (au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne), de la Colombie, du Zimbabwe, du Chili, du Mexique, du Botswana et de Singapour ont fait des déclarations. Les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation météorologique mondiale et du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales ont fait également des déclarations. Les observateurs de Greenpeace International et de l'Organisation internationale des unions de consommateurs, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatifs auprès du Conseil économique et social, ont fait également des déclarations.

29. A sa 13e séance, le 31 août, le Groupe de travail était saisi d'un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.II/L.3/Rev.2), intitulé "Gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux, gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques et prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux", soumis par le Président à l'issue de consultations officielles.

30. A la même séance, le Rapporteur a informé le Groupe de travail qu'il avait été convenu d'insérer après le paragraphe 3 un nouveau paragraphe se lisant comme suit :

"Le Comité préparatoire prie le Secrétaire général de la Conférence d'établir, en consultation avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et d'autres organisations pertinentes, un rapport donnant des conseils au Comité préparatoire, à sa deuxième session, sur les directives de politique générale à appliquer concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux."

31. A la même séance, le Groupe de travail a approuvé le projet de décision, tel qu'il avait été modifié oralement, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

VI. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL

32. A sa 12e séance, le 28 août, le Groupe de travail était saisi d'une note du secrétariat (A/CONF.151/PC/WG.II/L.5) contenant l'ordre du jour provisoire de sa prochaine session.

33. A la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants de la Bolivie (au nom des Etats membres du Groupe des 77), de la Norvège, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande, ainsi que par le Président.

34. A sa 13e séance, le 31 août, le Groupe de travail a approuvé un projet de décision (A/CONF.151/PC/WG.II/L.6), soumis par le Président à l'issue des consultations officielles tenues au sujet du document A/CONF.151/PC/WG.II/L.5, et a recommandé au Comité préparatoire de l'adopter.

35. Après l'approbation du projet de décision, le représentant du Kenya a fait une déclaration.

VII. ADOPTION DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

36. A sa 13e séance, le 31 août, le Groupe de travail a adopté son projet de rapport figurant dans le document A/CONF.151/PC/WG.II/L.4, et a soumis au Comité préparatoire les recommandations qui y étaient formulées.

ANNEXE IV

Documents dont était saisi le Comité préparatoire à sa première session

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/44/461 et Corr.1	2 b)	Rapport du Secrétaire général sur la protection et la préservation du milieu marin
A/CONF.151/PC/4	1	Ordre du jour provisoire annoté
A/CONF.151/PC/5 et Add.1 et 2	2 a)	Rapport du Secrétaire général sur les activités du secrétariat de la Conférence
A/CONF.151/PC/6	2 b)	Note du secrétariat contenant un aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale
A/CONF.151/PC/7	2 d)	Rapport du Secrétaire général de la Conférence - résumé des activités d'organisations intergouvernementales et internationales intéressant la résolution 4/228 de l'Assemblée générale
A/CONF.151/PC/8 et Add.1	2 e)	Rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les directives proposées pour l'établissement des rapports des pays
A/CONF.151/PC/9	2 g)	Rapport du Secrétaire général de la Conférence relatif aux dispositions proposées pour faire participer les organisations non gouvernementales au processus préparatoire
A/CONF.151/PC/10	2 f)	Rapport de la Commission économique pour l'Europe sur la Conférence de Bergen
A/CONF.151/PC/11	-	Ordre du jour de la première session du Comité préparatoire et de ses groupes de travail
A/CONF.151/PC/12	2 f)	Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs au niveau régional
A/CONF.151/PC/INF/2	-	Renseignements à l'intention des participants

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.151/PC/INF/3	-	Note du secrétariat sur le système d'information de la CNUED
A/CONF.151/PC/INF/4 et Add.1	-	Note du secrétariat sur les documents portés à l'attention du Comité préparatoire
A/CONF.151/PC/INF/5 et Rev.1		Liste des participants
A/CONF.151/PC/L.5	1	Liste provisoire des documents
A/CONF.151/PC/L.6	1	Recommandations présentées par le Bureau du Comité préparatoire à sa réunion du 6 août 1990
A/CONF.151/PC/L.7	2 c)	Note du secrétariat concernant les décisions intéressant le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session extraordinaire
A/CONF.151/PC/L.8	2 g)	Projet de décision proposé par le Président au sujet du rôle des organisations non gouvernementales dans le processus préparatoire
A/CONF.151/PC/L.9	2 a)	Projet de décision proposé par le Président au sujet du rapport du Secrétaire général de la Conférence sur les activités du secrétariat de la Conférence
A/CONF.151/PC/L.10	3	Projet de décision proposé par le Président au sujet des dates des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire
A/CONF.151/PC/L.11	2	Projet de décision proposé par le Président au sujet des dates de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
A/CONF.151/PC/L.12	2	Projet de décision proposé par la Bolivie au sujet de l'environnement et du développement

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.151/PC/L.13 et Add.1	5	Projet de rapport du Comité préparatoire
A/CONF.151/PC/L.14	4	Note du secrétariat au sujet de l'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Comité préparatoire
A/CONF.151/PC/L.15	2	Projet de décision soumis par le Président au sujet de la représentation à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
A/CONF.151/PC/L.16	2	Projet de décision soumis par le Président au sujet du transfert de technologie
A/CONF.151/PC/L.17	2	Projet de décision soumis par le Président au sujet des ressources financières
A/CONF.151/PC/L.18	2 b)	Projet de décision soumis par le Président concernant un aperçu général des activités du système des Nations Unies en rapport avec la résolution 44/228 de l'Assemblée générale
A/CONF.151/PC/L.19	2	Projet de décision soumis par le Président au sujet du Groupe de travail chargé des questions juridiques et institutionnelles et de toutes les questions connexes
A/CONF.151/PC/L.20	2	Projet de décision soumis par la Suède au sujet des sources d'énergie nouvelles et renouvelables
A/CONF.151/PC/L.21	2	Projet de décision soumis par la Bolivie au sujet de l'application des alinéas j) et m) du paragraphe 15 de la section I de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale
A/CONF.151/PC/L.22	2	Projet de décision soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses au sujet du projet de décision A/CONF.151/PC/L.12 : environnement et développement

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.151/PC/L.23	2	Projet de décision soumis par le Président comme suite à des consultations officieuses au sujet du projet de décision A/CONF.151/PC/L.20 : sources d'énergie nouvelles et renouvelables
A/CONF.151/PC/L.24	4	Projet de décision soumis par le Président au sujet des questions intersectorielles
A/CONF.151/PC/L.25	2	Projet de décision soumis par le Président sur la base de consultations officieuses concernant le projet de décision A/CONF.151/PC/L.21 : coopération dans le domaine du transfert des techniques et des ressources financières aux pays en développement
A/CONF.151/PC/CRP.7	2 g)	Proposition soumise par le Président au sujet du rôle des organisations non gouvernementales dans le processus préparatoire
A/CONF.151/PC/CRP.8	2	Document soumis par l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet d'un code d'éthique de l'environnement (fondements d'une éthique de l'environnement)

Documents dont était saisi le Groupe de travail I

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.151/PC/WG.I/L.1 et Rev.1	1 a)	Projet de décision soumis par le Président au sujet des changements climatiques
A/CONF.151/PC/WG.I/L.2 et Rev.1	1 b)	Projet de décision soumis par le Président au sujet de l'appauvrissement de la couche d'ozone
A/CONF.151/PC/WG.I/L.3 et Rev.1	1 c)	Projet de décision soumis par le Président au sujet de la pollution atmosphérique transfrontière
A/CONF.151/PC/WG.I/L.4 et Rev.1 et 2	2 a)	Projet de décision soumis par le Président au sujet de la lutte contre le déboisement
A/CONF.151/PC/WG.I/L.5 et Rev.1	2 b) et c)	Projet de décision soumis par le Président au sujet des pertes en terres, de la désertification et de la sécheresse
A/CONF.151/PC/WG.I/L.6	5	Projet de rapport du Groupe de travail I
A/CONF.151/PC/WG.I/L.7 et Rev.1	3	Projet de décision soumis par le Président au sujet de la conservation de la diversité biologique
A/CONF.151/PC/WG.I/L.8 et Rev.1	4	Projet de décision soumis par le Président au sujet de la gestion écologiquement rationnelle des biotechniques
A/CONF.151/PC/WG.I/L.9 et Corr.1	6	Note du secrétariat sur le projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
A/CONF.151/PC/WG.I/L.10	-	Projet de décision soumis par le Président sur l'éducation en matière d'environnement
A/CONF.151/PC/WG.I/L.11	6	Projet de décision soumis par le Président au sujet du projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
A/CONF.151/PC/WG.I/CRP.1	1 a)	Suggestions officielles soumises par l'Islande concernant la promotion des ressources en énergie durables

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.151/PC/WG.I/CRP.2	2 a)	Document soumis par le Japon sur une charte internationale régissant l'exploitation des forêts dans le monde
A/CONF.151/PC/WG.I/CRP.3	5	Résumés soumis par le Président au sujet des questions examinées par le Groupe de travail I

Documents dont était saisi le Groupe de travail II

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.151/PC/WG.II/L.1 et Rev.1, 2 et 3	1	Projet de décision soumis par le Président au sujet de la protection des océans et de toutes les mers - y compris les mers fermées et semi-fermées - et des zones côtières et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques
A/CONF.151/PC/WG.II/L.2 et Rev.1, 2 et 3	2	Projet de décision soumis par le Président au sujet de la protection des ressources en eau douce du point de vue de la qualité et de l'approvisionnement
A/CONF.151/PC/WG.II/L.3 et Rev.1 et 2	3, 4 et 5	Projet de décision soumis par le Président au sujet d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets, surtout des déchets dangereux, d'une gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques et de la prévention du trafic international illicite des produits et des déchets toxiques et dangereux
A/CONF.151/PC/WG.II/L.4	6	Projet de rapport du Groupe de travail II
A/CONF.151/PC/WG.II/L.5	7	Note du secrétariat sur le projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
A/CONF.151/PC/WG.II/L.6	7	Projet de décision soumis par le Président au sujet du projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
A/CONF.151/PC/WG.II/CRP.1	3	Document soumis par le Danemark, l'Islande et le Nigéria concernant la protection de l'environnement océanique, la nécessité d'une production salubre et la réduction et l'élimination des substances et déchets dangereux
A/CONF.151/PC/WG.II/CRP.2	1	Suggestions officielles présentées par l'Islande concernant la pollution marine d'origine tellurique

<u>Cote du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.151/PC/WG.II/CRP.3	3	Suggestions officielles présentées par l'Islande concernant la protection et l'amélioration du milieu marin : nécessité de faire cesser progressivement les rejets en mer de déchets et d'autres matières
A/CONF.151/PC/WG.II/CRP.4	1	Modifications qu'il est proposé d'apporter au projet de proposition publié sous la cote A/CONF.151/PC/WG.II/L.1/Rev.2
A/CONF.151/PC/WG.II/CRP.5	2	Modifications qu'il est proposé d'apporter au projet de décision publié sous la cote A/CONF.151/PC/WG.II/L.2/Rev.2
A/CONF.151/PC/WG.II/CRP.6	3, 4 et 5	Modifications qu'il est proposé d'apporter au projet de décision publié sous la cote A/CONF.151/PC/WG.II/L.3

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经销处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
